

N°782-783
DU 27 JUIN
AU 3 JUILLET 2015

1,5€

10, rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 56 77 52

hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION
ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION •

Razzy Hammadi

• RÉDACTRICE EN CHEF • Sarah Nafti

• MAQUETTE • Florent Chagnon (79 44)

• PHOTOGRAPHE • Vincent Jarousseau •

• FLASHAGE ET IMPRESSION PGE (94)

Saint-Mandé

• N° DE COMMISSION PARITAIRE :

1118P11223

• ISSN 127786772

"L'hebdo des socialistes" est édité
par Solfé Communications,
tiré à 29 000 exemplaires



LE PARTI RENOUVELÉ

EN ORDRE DE MARCHE

« Avec ce conseil national s'achève le processus du Congrès du Parti socialiste qui a commencé il y a cinq mois », a expliqué Jean-Christophe Cambadélis lors d'une conférence de presse suivant le Conseil national samedi 20 juin. « Nous avons maintenant défini l'orientation et renouvelé l'ensemble de nos instances », a ajouté le Premier secrétaire. Le nouveau secrétariat national compte davantage de femmes (40) que d'hommes (38) et fait la part belle à la diversité (15%).

Plusieurs sujets d'actualité ont également été abordés lors de ce conseil national, à commencer par « l'inquiétude pour l'Europe ». Le résultat des élections au Danemark confirme la progression des nationaux-populismes, « le revers pour les sociaux-démocrates et l'inquiétude pour les démocrates », a regretté le Premier secrétaire. En France, le drame des migrants est « instrumentalisé » par « un ex-président pour tenter de ramasser des parts de marché sur le plan électoral ».

« Notre inquiétude s'est portée aussi sur la situation de la Grèce », a relevé Jean-Christophe Cambadélis, relayant l'appel des socialistes à l'ensemble des parties prenantes, notamment le FMI, « pour trouver le compromis nécessaire afin que la Grèce reste en Europe ». Il a également exprimé la solidarité des socialistes envers le peuple grec « qui subit depuis cinq ans une austérité dramatique ».

LES INTERVENTIONS



JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS

Chers camarades, exceptionnellement, puisque nous sortons d'un congrès et qu'il s'est passé énormément de choses, évidemment, entre le congrès et notre Conseil national, mais pas au point de faire plancher Guillaume Bachelay sur un rapport d'activité détaillé de l'ensemble des directions du parti. Ceci viendra en temps et en heure.

Je voulais simplement vous dire trois mots. D'abord, saluer toutes celles et tous ceux qui ont été élus au compte du parti ou de leur motion dans ce Conseil national, saluer les premiers fédéraux, à part une exception, ils ont tous été élus dans cette dernière période. Nous sommes donc la nouvelle instance qui va présider aux destinées de notre formation politique. Nous le faisons dans un moment très particulier.

Comme vous tous, nous sommes très inquiets de l'évolution de la situation en Europe. Je reviendrai dans quelques secondes sur la situation en Grèce, mais je crois que l'élément le plus important à cette étape qui est intervenu, ce sont les élections au Danemark. Au Danemark, nous avons pour la première fois un parti national populiste qui domine et qui domine la droite et qui sera donc membre d'une coalition qui va prendre les destinées de ce pays, cela existe dans d'autres pays du nord.

Notre parti frère, le parti social-démocrate danois, a été battu alors qu'il était au pouvoir. La course-poursuite qui s'est développée dans la campagne électorale sur la question de l'immigration, et principalement sur la stigmatisation de l'islam, n'a pas permis à nos camarades de se retrouver ou de trouver une

liaison avec les salariés et le peuple danois. Nos camarades sont donc dans l'opposition. Mais ce qui se préfigure là-bas peut exister dans toute une série de pays. Je reviendrai tout à l'heure sur les conclusions du congrès du Parti socialiste européen, mais il y a de quoi inquiéter l'ensemble des socialistes que nous sommes, quelle que soit la nature de son engagement et les motions qu'il a pu défendre dans le congrès précédent. Cette situation, combinée à ce que nous vivons en ce moment en Grèce, donne un tour très particulier et assez dramatique à la situation européenne.

J'ai été reçu hier par l'ambassadrice de Grèce en France. Je lui ai fait part de ma solidarité pour le peuple grec, de mon inquiétude dans le fait que les négociations n'avançaient pas et dans ma demande qu'un compromis soit très largement trouvé et très rapidement trouvé. Personne ne gagnerait à une issue fatale. Mais le problème est, comme souvent dans les négociations, que si on pense pour les uns et les autres que l'autre en face va céder, à la fin on se retrouve dans le mur parce que personne n'a cédé et que tout le monde pensait que l'autre céderait à temps. Il y a un certain nombre de propositions. Je pense que la fenêtre qu'a ouverte le président de la République sur les petites retraites préservées en Grèce est un élément de la négociation. Je crois que, si j'entends ce que dit l'ambassadrice de Grèce en France, des nouvelles propositions vont voir le jour. Et je me félicite de son appréciation, qui a été de dire que la France, à sa façon, était le principal allié du peuple grec dans le moment qu'il traverse. Mais la combinaison de ce que nous voyons au Danemark et de la situation que nous connaissons en Grèce, qui se répercute bien sûr immédiatement sur la situation européenne et l'austérité, est pour nous source d'inquiétudes.

Le second sujet que je voulais aborder rapidement avant de vous laisser la parole, c'est celui du congrès du Parti socialiste européen. La délégation du Parti socialiste français à ce congrès qui s'est tenu à Budapest est revenue, c'est le moins qu'on puisse dire, extrêmement perturbée. Non seulement parce que nous avons essayé de trouver une candidature pour remplacer Sergueï Stanichev, sur une orientation qui nous semblait praticable et utile pour l'Europe, mais par les propos que nous avons entendus, particulièrement dans le présidium, plutôt que dans le congrès. Nous avons eu une passe d'armes que nos camarades députés européens connaissent parfaitement, on va le dire, assez sévère avec nos camarades suédois et nos camarades allemands sur le TIPP. J'ai défendu la position qui était la nôtre et que je crois unanime, même si elle n'avait pas été votée dans ces conditions lors du congrès, à savoir que nous ne pouvions dans l'état actuel accepter le TIPP. Les Allemands et les Suédois sont favorables à ce qu'on aille vite. Ma proposition a été de dire que le Parti socialiste français estimait qu'aller vite, c'était se mettre en position de subordination par rapport à l'accord et

de nous mettre dans une situation où nous ne pourrions pas négocier puisque le préalable serait d'aller vite. Et comme nous étions favorables à un accord, il ne s'agissait pas d'aller vite mais prendre tout son temps pour que cet accord puisse avoir lieu.

Evidemment, un certain nombre de pays, représentants de pays, nous ont suivis ; mais on peut dire que la tension fut grande, plus que grande même, entre nous et nos amis du SPD et du parti social-démocrate suédois. Il faut essayer de faire en sorte que ces divergences soient surmontées, mais elles ne peuvent l'être au détriment de ce que nous pensons sur les négociations actuelles avec les États-Unis. Le congrès s'est terminé comme tous les congrès du Parti socialiste européen avec un certain nombre de résolutions qui ont été votées, qui ne seront lues par personne, et qui ne font pas avancer le débat. Je crois, je vous le dis, qu'il va falloir préparer tout à fait autrement le prochain congrès du Parti socialiste européen et nouer des alliances pour régénérer cette formation essentielle, car elle devrait peser aujourd'hui dans le débat.

Nous avons été les seuls, pour que vous mesuriez un peu le rapport en Europe et pas simplement faire des déclarations à l'emporte-pièce, nous avons été les seuls à intervenir au congrès et au présidium du Parti socialiste européen pour dénoncer l'accord entre le SPÖ autrichien et l'extrême droite dans un Land ; les seuls, ce qui doit vous indiquer l'ampleur de la tâche. Bien, le chancelier m'a répondu en me disant que dans le parti social-démocrate autrichien, il y avait l'autonomie des Lands et l'autonomie des régions du parti social-démocrate et que, lui, dénonçait cet accord mais qu'il n'avait aucun moyen juridique d'aller à son encontre. Nous avons obtenu aussi une déclaration du présidium du Parti socialiste européen sur ce sujet. Mais c'est l'état actuel de la social-démocratie en Europe, et elle est très inquiétante, dans une situation que j'ai décrite rapidement auparavant.

Enfin, troisième et dernière question, j'ai écrit à l'ensemble des parlementaires et des premiers fédéraux, pour leur indiquer, en attendant notre Conseil national, quelle serait l'attitude du premier secrétaire, qui était le seul élu, dans le débat qui s'ouvrirait. Nous sommes dans une phase particulière où nous avons un début de croissance, des statistiques plutôt positives, même si elles ne sont pas aujourd'hui encore perceptibles par l'ensemble de nos concitoyens, encore que ça commence, si on regarde les sondages, à se faire.

En ce moment, je crois que l'attitude que j'ai pu définir à la fin du congrès, pour ceux qui étaient présents et qui ont pu m'écouter, est une attitude praticable par tous. C'est de dire, premièrement, qu'il faut continuer les réformes, qu'il faut le faire sur la base de ce que les militants socialistes ont voté majoritairement, et que les engagements qui ont été pris devant les congressistes doivent être tenus. Deuxièmement,

il faut travailler à un juste partage ou une juste répartition de la croissance, et enfin, il faut faciliter la vie de nos concitoyens dans toute une série de domaines, à commencer par ce qui a été évoqué par le Premier ministre, à savoir la question des impôts, qui sera une question majeure à la rentrée. Moi, j'estime que cette attitude, cette manière de se comporter doit nous permettre d'aborder l'ensemble de la période qui va nous conduire jusqu'aux élections régionales.

Dernier mot sur les élections régionales. Les élections régionales se passent dans un climat qui ne s'est pas encore inversé, même s'il y a quelques éclaircies. Il suffit pour cela de regarder les sondages, qui sont hétérogènes suivant une région ou une autre. Je voudrais dire à l'ensemble des camarades que l'on ne peut pas demander aux courants minoritaires du Parti de respecter la majorité, et que la majorité ne respecte pas les minorités du Parti. Il est donc nécessaire que dans la composition des listes, les minorités soient respectées, je m'y suis engagé devant le congrès. Je me suis engagé pour que la majorité soit respectée mais je me suis engagé pour que les minorités soient respectées. Donc, je demanderai à toutes les têtes de listes, qui sont des amis, de faire les efforts qu'il convient pour que nous soyons tous rassemblés ; c'est une nécessité vu le combat que nous avons mené. Je ne souhaite pas que les semaines à venir soient des semaines où l'on s'écharpe sur la 23^e place ou la 24^e place de telle ou telle région. Je préférerais que nous soyons rapidement rassemblés.

Il le faut parce que, si nous ne le sommes pas, nos partenaires partiront seuls au combat. En général. C'est une tradition chez eux. Mais il y a un certain nombre de régions où il ne faut pas qu'ils partent de manière concurrente aux listes socialistes. Donc il faut tout faire pour se rassembler. Plus nous serons rassemblés entre nous, plus nous pourrions rassembler l'ensemble de nos partenaires. C'est une nécessité.

J'attire votre attention sur le fait qu'être en troisième position dans les élections régionales, c'est-à-dire derrière le Front national et le parti républicain conservateur, est une position extrêmement inconfortable. D'abord, si on veut gagner la région, ensuite, quant à la pression qui s'exercera sur tous les camarades par rapport au risque de victoire du Front national. Donc, n'ayons pas d'analyse à la courte semaine, réfléchissons bien et essayons de construire les dynamiques politiques nous permettant d'être en position de challenger ceux qui seront en tête, car a contrario, ce n'est pas une élection départementale, et nous pouvons être en deux ou en un, et c'est mieux, et gagner l'élection régionale. Donc il faut réfléchir aux dynamiques. Et je demanderai au pôle élections de se pencher sur ces sujets, que nous ayons la possibilité d'agir ensemble, sérieusement, pour l'emporter. Voilà chers amis et chers camarades, je salue les ministres ici présents, les anciens et les nouveaux, ma chère Clotilde et je vous souhaite un bon Conseil national en souhaitant vous écouter.



PIERRE COHEN

mie, notre industrie, et l'ensemble de la dynamique industrielle est faite, cela n'est pas obligatoire que la croissance signifie l'emploi. Donc, cela veut dire qu'il y a un certain nombre de mesures à prendre. J'insisterai sur une mesure qui me semble importante dans le congrès, et qui peut faire aussi l'unanimité. Ces derniers jours, j'ai beaucoup entendu des différences entre nous alors que si nous avons envie d'être forts, en particulier pour ces régionales, et avec la proposition du Premier secrétaire de faire que ces listes rassemblent l'ensemble du Parti, c'est que nous ayons ce qui nous permet de nous retrouver sur à la fois le bilan à faire de ce qu'a pu être le CICE, et nos dispositifs concernant le monde économique. Là, évidemment, c'est plutôt la casquette de président de la FNESR qui va parler, il y a nécessité de mettre en place des mécanismes d'aide à l'investissement auprès des collectivités territoriales.

Aujourd'hui, oui, nous avons à faire le choix de l'entreprise, mais nous avons aussi la responsabilité, à travers la puissance publique de l'État, mais aussi des collectivités territoriales, d'être au rendez-vous de l'émergence des filières, de la façon dont on crée ou on accompagne les dynamiques économiques de nos territoires. Et là-dessus, on sait que si nous continuons sur une lancée qui fait que les collectivités territoriales ont des difficultés à boucler les budgets, eh bien, nous aurons certainement des rendez-vous qui ne seront pas pris pour la dynamique de l'emploi. Évidemment pour les collectivités territoriales, mais aussi parce que État et collectivités territoriales sont des vrais leviers pour être au rendez-vous de l'émergence des filières. L'économie, bien sûr, aujourd'hui, bien sûr, quand on est dans un endroit comme le mien où la Haute-Garonne et Toulouse, après un Bourget aussi réussi. Mais c'est aussi la volonté d'être au rendez-vous des filières qui sont plutôt des enjeux de société, que ce soit le vieillissement, que ce soit le numérique à la disposition de la mobilité, que ce soit le numérique à la disposition de tout ce qui fait aujourd'hui le vivre ensemble : éducation, culture, et enfin aussi, surtout, la transition énergétique.

Donc, j'appelle à ce que nos débats soient constructifs. Il y a des moyens de se retrouver sur des dispositifs que l'on a beaucoup évoqués pendant ce congrès et qui seront certainement facteurs à la fois de rassemblement et de réussite pour 2017. Merci.

D'abord, je suis ravi d'être parmi vous et surtout, après les propos du Premier secrétaire, je voulais dire qu'il est vrai que nous avons à nous rassembler et à être au rendez-vous des enjeux et des défis. Les enjeux et les défis sont inscrits dans notre texte de congrès avec un certain nombre d'orientations qui seront nécessaires, parce que les 18 mois qui nous attendent vers les échéances de 2017 sont essentiellement la capacité de pouvoir retrouver les électeurs qui nous ont dit, assez souvent, et très souvent pendant ces dernières échéances, qu'il y avait une distance, qu'ils attendaient un certain nombre de signaux et qu'évidemment, ils étaient en demande d'un certain nombre de réponses. Mais ce qui est le plus important, c'est que ces électeurs-là ne sont pas obligatoirement allés vers des offres de gauche qui ne décollent pas et peut-être, ce qui est le plus optimiste, ne sont pas allés vers l'extrême droite. Évidemment, ils sont là, en attente.

Ces signaux sont pour nous, à la fois évidemment des signaux qui sont déjà évoqués par un certain nombre de mesures qui permettent de dire que les personnes les plus démunies auront des satisfactions. Je pense à la fiscalité avec un grand nombre de foyers fiscaux qui ne paieront pas d'impôts, qui auront une diminution forte d'impôts, un certain nombre de dispositifs, en particulier par rapport aux retraités. Mais je crois que ce qui va être le plus nécessaire, c'est le rendez-vous de l'emploi. Le rendez-vous de l'emploi, il est à dissocier des feux verts que nous avons nationalement autour de ce qui fait qu'aujourd'hui, oui, nous allons avoir une croissance, une croissance qui sera au rendez-vous. Mais la façon dont notre écono-



CHRISTIAN PAUL

pas seulement d'ailleurs issus de la motion B, nous avons alerté à la tribune du congrès. Le pire n'était pas sûr, mais le pire n'était pas très loin. Et c'est pour tous l'épreuve du réel à quelques jours du congrès. Conscient des risques pour notre parti, des risques dont cette loi était porteuse, nous avons demandé une médiation et la recherche d'un compromis autour de notre Premier secrétaire : sans réponse. Et au moment même où le premier secrétaire s'adressait aux députés pour esquisser quelques initiatives à propos de cette loi, tombait l'annonce de l'emploi de l'article 49-3 de la Constitution. Je ne sais si le premier secrétaire l'a regretté, mais pour ma part, je considère que c'est un camouflet pour le Parti socialiste. Et d'autres d'ailleurs ont parlé, pas moi mais d'autres qui sont ici, ont parlé d'une trahison des militants socialistes.

Pourquoi cette affaire n'est pas anecdotique, mais bien révélatrice des tensions, des tentations et des dérives qu'aucun vote n'a réglé et qu'aucune attitude, hélas, ne vient apaiser. D'abord, parce qu'il est inconcevable, impardonnable, que trois jours après le congrès du Parti socialiste, notre gouvernement annonce une mesure inédite, demandée depuis trois ans par les organisations patronales : le plafonnement des indemnités que perçoivent les salariés en cas de licenciement abusif. Je ne crois pas que les militants socialistes aient été consultés sur ce point. Qui peut imaginer que les salariés français auront, sur ce point comme quelques autres, la mémoire courte ? Impact pour l'emploi : zéro. Mais effet électoral, je vous l'assure, garanti.

Ensuite, il y a aussi dans ce moment-là un profond déni de démocratie, pas seulement par l'usage même de l'article 49-3, mais en raison de l'argument avancé pour l'usage de l'article 49-3 par le gouvernement qui dispose à l'Assemblée nationale d'une majorité absolue. C'est l'argument de l'efficacité qui est invoqué contre le Parlement, et plus généralement contre ceux qui pensent autrement. Mais, chers camarades, avec l'article 49-3, ce n'est pas le temps que l'on gagne, quelques heures, quelques jours, c'est l'intelligence du Parlement que l'on anesthésie. Jamais la gauche

n'a évoqué l'efficacité contre la démocratie. La droite l'a fait souvent, et ces élites qui rêvent de moderniser le pays sans le peuple et sans ses représentants et sans la souveraineté populaire, oui, eux, ils l'invoquent souvent, l'efficacité face à la démocratie. Et j'observe qu'il y avait moins d'énergie pour la loi bancaire ou pour la réforme fiscale. Il faut donc, chers camarades, nous ressaisir, et c'est le sens de mon intervention, et vite sortir de ce mauvais rêve.

Le premier secrétaire, il ne l'a pas dit aujourd'hui, mais il l'a dit ici dans cette salle devant le groupe socialiste, semble nous reprocher de l'affaiblir. Il considère que sa tâche est d'abord de faire respecter le gouverne-

Chers camarades, le congrès de Poitiers s'est tenu il y a deux semaines et c'est déjà très loin, j'en suis sûr, pour chacune et chacun d'entre nous. C'est très loin d'abord parce que les désordres de l'Europe, vu leur gravité, retiennent prioritairement toute notre attention. Jean-Christophe a eu raison de les évoquer, il a bien montré l'état et l'impuissance du Parti socialiste européen face à ces désordres. La Grèce, un peuple qui attend beaucoup des socialistes et de la France. Les migrants qui eux, attendent une autre vie, et qui surtout trouvent notre honte quand ils arrivent sur le sol européen. Et je me réjouis d'ailleurs que soit venu de notre gouvernement un plan des moyens nouveaux, jamais suffisants bien sûr, mais c'est un progrès pour accueillir les demandeurs d'asile. Je me réjouis également que soit venu, par la voix de Christiane Taubira, un appel à faire preuve d'humanité à l'égard des victimes d'ailleurs, face aux obscènes et indignes images de Nicolas Sarkozy comparant les migrations à une énorme fuite d'eau, je le cite.

Alors, nous le savons bien, les réponses sont nationales et européennes, et d'autres en parleront après moi. Mais je voudrais en quelques mots revenir sur ce qui s'est joué ici en France depuis deux semaines parce que c'est l'avenir du Parti socialiste qui se joue ici. Je ne crains pas de le dire devant vous, la deuxième lecture de la loi Macron a fait exploser en vol les bonnes résolutions de Poitiers. Nous avons, plusieurs d'entre nous,

“ LA PÉRIODE QUI S'OUVRE SERA D'UNE TRÈS GRANDE VIOLENCE POLITIQUE, AVEC LA DROITE, AVEC L'EXTRÊME DROITE, AVEC DES FRANÇAIS EN COLÈRE ”

ment. Je l'entends bien. Mais pour ma part, je veux assurer Jean-Christophe Cambadélis que nous serons toujours à ses côtés chaque fois qu'il demandera au gouvernement de respecter le Parti socialiste.

La prochaine occasion, c'est bien sûr le budget pour 2016, et la réorientation de 15 milliards au moins du pacte de responsabilité vers l'investissement public et privé. Vous avez, nous avons tous pris, tous ici, des engagements devant les militants et devant les Français. Ne pas les tenir, ces engagements, c'est nourrir une nouvelle fois la déception et le procès en trahison.

Pour terminer, je voudrais bien sûr saluer le nouveau secrétariat national et ses membres, dont la composition nous sera, je crois, communiquée dans quelques instants. Je vous souhaite à toutes et à tous travail, courage et réussite. Je précise aussi, si besoin était, qu'à aucun moment il nous a été proposé de participer au secrétariat national, ça évite parfois bien des introspections. Nous n'en concevons aucune amertume particulière. Là où nous sommes, nous allons privilégier la clarté des idées, formuler une alternative crédible au social-libéralisme, au sein de la gauche de gouverne-

ment, car désormais nous le savons, c'est un des enseignements du congrès de Poitiers, il y a deux gauches, deux gauches au sein de la gauche de gouvernement et au milieu, probablement, quelques habiletés.

La période qui s'ouvre, chers camarades, et j'en termine, sera d'une très grande violence politique, pas entre nous bien sûr, mais avec la droite, avec l'extrême droite, et avec les Français qui ne masquent plus leur colère à notre égard. Et je le dis devant vous, rien depuis 15 jours n'a fait réellement progresser notre unité, ni le rassemblement de toute la gauche, sauf peut-être, et j'en prends note, l'engagement de Jean-Christophe sur la composition des listes régionales il y a quelques instants, des propos apaisants. Pour ce qui nous concerne, nous ne serons évidemment pas loin, nous serons chaque semaine au Bureau national, probablement de temps en temps à autres des majorités d'idées se dessineront. Nous sommes disponibles pour le dialogue. Le Premier secrétaire le sait, il peut en faire encore plus usage, nous sommes disponibles pour revitaliser ce parti avec qui le voudra, sans pause ni relâche. Merci.





KARINE BERGER

au niveau national au rassemblement, on s'aperçoit que dans certaines fédérations ceux qui sont majoritaires au niveau national acceptent difficilement ce rassemblement au niveau départemental. Ce n'est pas général, mais c'est suffisamment régulier et suffisamment concret pour qu'au final, sur un certain nombre d'opportunités, de faire ce rassemblement, de faire cette unité du Parti socialiste, notamment à l'occasion des listes aux élections régionales, je dois bien avouer que 15 jours après le congrès de Poitiers, nous ne nous y retrouvons pas et nous ne voyons pas la façon dont ce rassemblement se fait un peu partout, et je l'espère se fera le plus vite possible.

C'est dans ce contexte et dans cette situation que notre motion a choisi de ne pas participer à la direction nationale qui sera annoncée tout à l'heure et qui, je l'espère, arrivera à faire en sorte que tout ce qui a été voulu par la majorité de notre parti puisse aboutir. Cela signifie aussi que l'unité que tu appelles de tes vœux, Jean-Christophe, ce rassemblement politique qui est indispensable vis-à-vis de nos partenaires de gauche, ne fait que commencer. Et s'il est encore en voie de construction, j'espère qu'il sera en voie de construction partout, sur tous les territoires, dans toute les fédérations, au niveau national, au niveau des lignes politiques, au niveau des élections.

Bonjour mes chers camarades. Quinze jours après le congrès de Poitiers, je commencerai par saluer l'élection des six premiers fédéraux de La Fabrique puisque c'est dans six départements que les militants ont choisi d'élire des premiers fédéraux de la motion D « *La Fabrique* ».

Jean-Christophe, tu le sais, à la fin du congrès de Poitiers, nous avons choisi, dans notre motion, d'accompagner ta démarche, de faire en sorte que ce que tu avais porté et qui a reçu la majorité des militants au cours de ce congrès soit reconnu et te donne l'occasion de le développer en tant que premier secrétaire. C'est dans ce contexte-là que nous avons choisi de participer à l'appel aux Français, ce qui n'a pas été le cas de toutes les autres motions.

Cet appel aux Français nous paraît important parce qu'il était la voix, il l'est toujours d'ailleurs, la voix des militants du Parti socialiste. Les militants du Parti socialiste doivent être entendus, ils doivent être entendus par les Français, ils doivent être entendus par, bien évidemment, notre gouvernement.

Ce qui s'est passé depuis quinze jours est compliqué. Valérie Rabault reviendra tout à l'heure sur l'épisode du 49-3. En ce qui concerne l'évolution de notre parti, nous avons pu constater, malheureusement, à l'intérieur de notre motion, que dans les fédérations où la motion avait été plus forte qu'à d'autres endroits, voire était devenu majoritaire, il y avait un vrai doute sur le rassemblement tel que voulu par la motion A. Soyons clairs mes chers camarades, il est toujours très désagréable de constater que quand on appelle

J'ajouterai mes chers camarades que nous sommes tous là, tous ceux qui ont rejoint ce nouveau Conseil national, et dans notre motion, c'est vrai que nous avons l'honneur de voir arriver beaucoup de cette jeune génération du Parti socialiste à l'occasion de ce changement de Conseil national, nous sommes tous des militants qui voulons gagner aux élections régionales, qui voulons gagner aux élections nationales de 2017. Pour cela, nous devons absolument trouver de nouveaux accords. Nous devons aussi respecter nos partenaires. Je me permets à cet instant, et même si c'est un peu inadéquat dans le déroulé politique que je fais à l'instant, de rendre hommage à un militant qui n'est pas de notre parti, un militant qui n'a pas toujours été en accord avec nous, à un militant qui est décédé ce matin, François Delapierre du Parti de gauche, tout simplement parce que c'est au nom du militantisme que nous sommes tous sur ce type de démarche.

Au nom de ce militantisme, au nom de cette unité, au nom de ce rassemblement que j'espère pouvoir participer à construire avec notre motion dans les semaines et mois qui viennent, je crois que notre premier rendez-vous, notre grand rendez-vous, c'est celui de ce week-end, c'est celui de lundi matin sur ce qui va se passer en Grèce.

Mes camarades, je l'ai souvent dit pendant la campagne du congrès, Malaparte avait écrit dans *La Peau* : « *Le destin de l'Europe, c'est d'être Naples* », à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ce week-end, le destin de l'Europe, c'est d'être Athènes. Soit nous sommes en mesure ce week-end, lundi matin, de nous lever tous pour dire qu'il n'est pas acceptable qu'un euro-

groupe, quelle que soit sa couleur politique, laisse partir un pays fondateur de l'Union européenne, de l'histoire européenne, des racines européennes, et le laisse partir dans l'indifférence générale, soit alors le militantisme, effectivement, tel que nous l'avons construit depuis de nombreuses années, depuis de nombreuses générations, le Parti socialiste et tout l'héritage méditerranéen sera remis en cause.



Mes chers camarades, Vincent Tison, Indre-et-Loire. On est réunis désormais quinze jours après notre congrès de Poitiers, et c'est effectivement le temps de se ressaisir, de se relancer, comme il vient d'être dit, et de pouvoir repartir de l'avant. C'est vrai que ça a été quinze jours de débats, quinze jours de réflexion, mais ça ne doit pas rester simplement entre nous quinze jours de combat ou d'agitation. Et notre responsabilité collective, c'est justement, à partir des enseignements du congrès, de pouvoir repartir dès la rentrée.

L'adresse aux Français, tout comme la motion majoritaire du congrès de Poitiers, c'est clairement le choix de la redistribution, c'est le choix de la redistribution, c'est le choix de la seconde étape du quinquennat, c'est celui aussi qui a été indiqué par le président de la République. Et comme Jean-Christophe le disait tout à l'heure, c'est celui du respect et de la mise en oeuvre de la motion du renouveau socialiste.

Alors, cette mise en oeuvre, elle va se faire sur des points qui ont déjà commencé à avancer. Évidemment, il y a

Mes chers camarades, je crois que le premier Bureau national, s'il est voté tout à l'heure, aura lieu lundi soir. Nous souhaitons dans notre motion que la première parole très forte, très dure, très militante, et peut-être oui pas forcément totalement en ligne avec notre gouvernement, lundi matin, ce soit sur la volonté que nous avons tous que la Grèce soit pour toujours et encore dans la zone euro et dans l'Union européenne. Merci à tous.

VINCENT TISON

cette grande conquête sociale, largement travaillée par les socialistes, qui est celle de la Sécurité sociale professionnelle. Nous avons déjà aujourd'hui un compte personnel de formation, nous avons un compte prévention de pénibilité, deux acquis sociaux de la première période. Nous devons mettre en place, ce qui est déjà dans le projet de loi Dialogue social et emploi, ce compte personnel d'activité qui permettra aux salariés de faire face aux troubles de l'économie. Je viens d'une ville qui a perdu des centaines d'emplois avec Michelin à Joué-les-Tours il y a de cela quelques trimestres, qui en a encore perdu 74 cette semaine. C'est un compte personnel d'activité, c'est une Sécurité sociale professionnelle qui permettra aux salariés de faire face aux troubles de la mondialisation.

Second sujet, qui est déjà en marche, c'est la réforme fiscale. La réforme fiscale, elle est en marche d'abord par l'acte I du prélèvement à la source qui n'est pas simplement la mensualisation de l'impôt, c'est aussi faire payer aujourd'hui sur les revenus d'aujourd'hui. Ça consiste aussi à ne pas être dans la difficulté de devoir répondre de ses revenus de l'an passé. Cette première étape doit servir évidemment la grande réforme fiscale qu'on a peut-être trop de fois repoussée, qui a déjà été travaillée, et qu'on doit faire entrer en action avant la fin du quinquennat.

Et puis, je terminerai sur les réformes qui sont à venir, notamment celle qu'a évoquée par Pierre Cohen tout à l'heure, la question du crédit impôt compétitivité emploi. C'est inscrit dans la motion majoritaire, une évaluation doit se produire, évidemment pour connaître les résultats qui ont pu aboutir, parfois de l'investissement, la presse récente en a parlé, mais aussi sur les questions de salaire, sur les questions de formation et sur les questions de recherche dont on a parlé parfois et qu'il convient de faire progresser.

La réponse que nous devons trouver dès aujourd'hui sur les différences que l'on peut avoir, c'est la démocratie militante qui figure dans ce nouveau rôle pour ce Conseil national. On aura à cœur d'aborder, justement, les réformes qui sont prévues pour le deuxième temps du quinquennat, et puis cela veut dire aussi un esprit de responsabilité qui nous anime désormais. C'est-à-dire que le temps du débat, c'est ici, le temps du combat, c'est dehors mais pas entre nous camarades, contre la droite et l'extrême droite, merci.



EMMANUEL MAUREL

Pleine et entière solidarité avec le gouvernement grec. Je parle du Parti socialiste.

Pourquoi je dis ça ? Parce qu'il y a trop de contre-vérités, il y a trop de propos ignobles, il y a trop d'enjeux pour que nous restions neutres. Trop de contre-vérités. Moi je ne supporte plus ces fadaises sur la dette dont les Grecs seraient unanimement et collectivement responsables, je ne supporte plus de voir les éditorialistes mais aussi les commentateurs de droite aller sur les plateaux en expliquant que, d'une certaine façon, ils l'ont bien cherché, ils étaient nantis, ils étaient privilégiés, ils n'ont que ce qu'ils méritent. C'est insupportable d'entendre ça. C'est pour ça que je parlais d'indignation. Non, ce n'est pas vrai et une grande partie de la dette s'est approfondie précisément parce qu'on a imposé aux Grecs une cure d'austérité qui a abouti à un drame humanitaire sans précédent. Ce n'est pas moi qui le dis parce qu'on pourrait dire : c'est l'aile gauche traditionnelle. Il y a un rapport qui a été remis au Parlement européen, par des parlementaires de droite et de gauche, et qui font sur cent pages une analyse très précise de ce qui se passe en matière sociale, économique, accès à l'éducation en Grèce. C'est une catastrophe, ils sont en train d'arriver au niveau d'un pays en voie de développement.

On ne peut pas rester neutre, il y a trop de propos ignobles. Moi, franchement, quand je vois ce qu'a dit Madame Lagarde, cette espèce d'arrogance, cette condescendance. Arrogance de classe, quand elle compare le gouvernement grec, qui est là pour défendre ce sur quoi ils se sont engagés devant ses électeurs, qui est là pour défendre une certaine idée de la souveraineté, les assimiler à des enfants, ça n'est pas supportable. Et le Parti socialiste français, qui n'est pas le gouvernement, il a le devoir de dire : ça n'est pas supportable, pleine et entière solidarité avec le peuple grec, parce qu'il y a trop d'enjeux.

Chers camarades, le temps du combat contre la droite et l'extrême droite, c'est maintenant. Et en même temps, parce que nous sommes socialistes et européens, Jean-Christophe l'a très bien dit, je pense aussi que nous ne devons pas mégoter nos indignations. Il y a bien des sujets, cher Alexis Bachelay, il y a bien des sujets qui mériteraient qu'on s'indigne franchement quand on est socialiste et européen. On se dit qu'il faudrait avaler un crapaud le matin pour ne pas être dégoûté tout le reste de la journée tant les sujets ne manquent pas. Ce n'est pas de moi, c'est d'un moraliste, Guillaume Bachelay a reconnu évidemment, moraliste du XVIII^e siècle. Mais quand même... Non, je ne l'aurai jamais assimilé à un crapaud Stéphane, je sais bien que tu veux défendre la biodiversité mais nous n'irons pas jusque-là. Les crapauds et les crapauds-ducs, très important. Comme quoi, à défaut de faire passer un message, j'aurai été un agent d'ambiance dans ce Conseil national parce que je trouve ça un peu pas assez grolard.

“ **EN TANT QUE MILITANT SOCIALISTE, JE NE SUPPORTE PAS TOUT CE QU'IL SE PASSE AVEC LES MIGRANTS EN EUROPE** ”

Très sérieusement, la Grèce, moi j'ai entendu ce qu'a dit Jean-Christophe, je le dirai avec mes mots : nous ne pouvons pas être neutres. Nous sommes un parti politique, nous ne sommes pas là pour construire d'habiles édifices diplomatiques. Il faut dire ce qu'on pense et ce qu'on pense, c'est : nous ne pouvons pas être neutres. Nous ne sommes pas là pour être à équidistance entre les uns qui prêchent des solutions raisonnables et les autres, nos camarades, grecs en difficulté. Non, il faut prendre parti.

Enjeux démocratiques d'abord. Vous savez, on a eu un débat souvent sur la post-démocratie, sur cette idée que finalement, les gouvernements changeaient mais qu'au final c'était toujours la même chose, c'est-à-dire une oligarchie financière qui défendait les intérêts du capital au détriment de la souveraineté des peuples. On y est. Et le combat qui se joue aujourd'hui, ce n'est pas de finasser pour savoir qui a raison qui a tort, c'est précisément ça. C'est : est-ce qu'on tremble devant le verdict des agences de notation ou est-ce qu'à un moment on entend la colère des peuples ? C'est ce qui se joue. De ce point de vue-là, ce qu'a fait Jean-Christophe hier était très important, aller à l'ambassade, mais il faut aller plus loin, nous devons adresser, nous, Parti so-

cialiste, rassemblés en Conseil national un message de pleine et entière solidarité avec Siriza, le gouvernement grec et tous les militants qui se battent pour la souveraineté du peuple grec aujourd'hui. Ça, c'est le premier point, je crois, sur lequel on peut tous se rassembler.

Deuxième point. On parlait d'indignation. Eh bien moi, en tant que militant socialiste, et je sais que nous nous sommes tous engagés au Parti socialiste parce que nous étions révoltés par les injustices mais aussi par la xénophobie, par le racisme, par le repli sur soi. Eh bien moi, en tant que militant socialiste, je ne supporte pas ce qu'il se passe avec les migrants en Europe, et je vous le dis tout net. C'est insupportable, et c'est insupportable là aussi de négocier et c'est insupportable de dire : oui, pour une fois qu'il y a une proposition de la commission qui est un peu généreuse qui dit : oui, les quotas... Mais bien sûr qu'il faut répartir, bien sûr qu'il faut accueillir, et bien sûr que la France doit être au premier rang pour accueillir les migrants. Nous avons accueillis des Arméniens en 1915, nous avons accueillis des républicains italiens, allemands, espagnols dans les années 30, nous avons accueillis 100 000 boat-people dans les années 70, et on ne pourrait pas, aujourd'hui, accueillir les Syriens, les Afghans, les Libyens qui fuient la guerre. Ce ne sont même pas

des migrants économiques, ce sont des réfugiés politiques. Alors là-dessus non plus, on ne négocie pas : pleine et entière solidarité avec ces peuples qui n'ont pas d'autres choix, fuir ou mourir.

Et enfin, chers camarades, derniers mots, car Jean-Christophe l'a dit avec ses mots, lui, c'est normal, il est premier secrétaire, il est obligé d'être diplomate : mais franchement, le PSE, au-delà de ce que tu as dit, et tu l'as dit encore une fois, tu as bien habillé et tu as rendu hommage aux députés européens français socialistes qui ont parfois du mal, en effet, dans cette social-démocratie très hétérogène et très diverse, à faire entendre une voix autonome et authentiquement socialiste, mais là quand même, entre ce qu'est le président du PSE, entre les alliances qui sont cautionnées quasiment par tous, se pose clairement la question de : qu'est-ce qu'on y fait et pourquoi on y est ?

De la même façon qu'à un moment on avait eu un débat sur l'internationale socialiste, François Hollande était premier secrétaire, on avait dit quand même : là, ce n'est plus possible de cautionner ça. Je pose très clairement la question de notre participation aux instances du PSE aujourd'hui quand on voit l'état dans lequel est cette organisation, je crois que nous sommes tous interpellés et que nous devons tous répondre à cette question, merci.





Mes chers camarades, d'abord, je suis de ceux qui pensent que notre congrès s'est bien déroulé. Il y avait beaucoup d'observateurs qui pensaient que les socialistes aller se détruire pendant leur congrès. Et nous avons été capables, à la fois de définir une ligne majoritaire, d'avoir le débat, mais sans que, entre nous, nous nous détruisions.

Mes chers camarades, je pense qu'il faut continuer dans cette ligne parce que dans un an et demi, lorsque viendront les élections présidentielles, législatives, et lorsque certains d'entre nous se présenteront dans les circonscriptions, on ne leur demandera pas : « *Est-ce que vous étiez de la motion A ?*, *est-ce que vous étiez de la motion B ?*, *est-ce que vous étiez de La Fabrique ?* », on leur demandera : « *Est-ce que vous avez réussi ou non ? Est-ce que le chômage a diminué ou non ? Est-ce que la croissance est revenue ou non ? Est-ce que, pour nos enfants, on a des perspectives d'avenir ou non ?* »

Or, mes chers camarades, la bonne nouvelle depuis notre congrès, c'est que pour la première fois depuis longtemps, ce que nous attendions, qu'il y ait des signes de reprise de la croissance, ce n'est plus simplement le gouvernement qui le dit, c'est l'ensemble des observateurs économiques qui vont au-delà des prévisions du gouvernement. Ce que nous attendions, qu'il y ait une reprise l'investissement dans les entreprises, ce n'est plus nous qui le disons, ce n'est pas le gouvernement, c'est l'ensemble des observateurs. Et ceux qui regardent de manière un peu fine l'évolution du volume d'emplois dans ce pays s'aperçoivent que depuis quelques mois, nous sommes en train de recréer de l'emploi là où on en détruisait beaucoup. Alors, notre politique est en train de réussir, mes chers camarades. Ce n'est donc pas le moment où les socialistes devraient se flageller entre eux. Les premiers signes de la reprise sont là, les premiers signes

de la confiance peuvent être au rendez-vous. Alors, ce qu'il nous faut, c'est plutôt amplifier ce mouvement plutôt que de dire que c'est encore le temps du débat. Mes chers camarades, il y a cinq ans, il y a six ans, quand nous étions dans l'opposition, c'était peut-être le temps du débat sur la ligne politique. À un an et demi des élections, franchement, qui pense aujourd'hui qu'un tête-à-queue politique nous permettrait de nous présenter devant les électeurs avec des chances de gagner ? Moi, j'appelle donc au rassemblement de tous les socialistes autour de la politique menée par le gouvernement de manière à lui donner la chance de réussir, la chance de nous faire gagner demain.

Sur les problèmes de la Grèce, évidemment qu'ils sont tragiques. Mais la position qui est prise par le gouvernement français, c'est justement une position où on essaie d'infléchir à la fois la politique des uns et la politique des autres. Et en Grèce, à Syriza en particulier, ce n'est pas un bloc qui serait homogène. Il y a aussi des jusqu'au-boutistes, qui veulent aller jusqu'au bout, qui veulent aller à l'affrontement, puis il y a ceux qui cherchent effectivement le compromis. Et vous le savez, l'Europe, l'Europe économique en particulier, se construit toujours sur un certain nombre de compromis. Alors oui, il faut être actif, actif vis-à-vis des pays européens, mais actif aussi vis-à-vis de la coalition Syriza de manière à pouvoir leur permettre de donner leurs chances à ceux, effectivement, qui veulent que la Grèce reste, effectivement, dans l'Union européenne, dans l'euro, et qu'elle puisse réussir avec nous tous.

J'en viens au troisième point. Effectivement, qui ne serait pas indigné, qui n'aurait pas de l'émotion devant les flots de réfugiés ? Mes chers camarades, là aussi, il faut aller, je crois que notre gouvernement le fait au-delà de l'émotion, lorsque nous intervenons dans un certain nombre de pays, c'est parce que nous ne voulons pas qu'une civilisation barbare puisse s'instaurer, que demain, nous ayons des centaines de milliers de réfugiés en plus. Alors oui, il faut mener des politiques actives, pas simplement celle de l'émotion, pas simplement celle de l'indignation, mais celle de l'efficacité, faire en sorte que nous nouions des alliances.

Mes chers camarades, quand on dit : « *Il faut nous retirer du PSE.* » Moi, je veux bien, mais aujourd'hui, ce que je vois, c'est qu'à l'échelle internationale, il n'y a plus d'alliance des progressistes, et c'est plutôt cette alliance des progressistes qui nous manque aujourd'hui. Moi, j'ai été un de ceux qui ont créé la Fondation Jean-Jaurès. Et je me souviens quand nous savions tisser des liens avec l'Amérique Latine, lorsque nous savions tisser des liens avec les partis démocratiques de l'Europe de l'Est. Ça, c'est une grande politique. Et si le Parti socialiste souhaite effectivement agir, il faut qu'il soit capable aussi de retisser de grandes alliances à l'échelle internationale. Alors là oui, il sera digne des valeurs que nous portons.



FLORENCE AUGIER

est urgent de prendre le train des expérimentations nouvelles qui émergent. Nous ne pouvons plus ignorer les citoyens, et les citoyennes qui ont décidé de se prendre en main.

Si nous n'en tenons pas compte, si nous ne les écoutons pas, alors nous allons continuer à nous étioler. Et pire, ces actions nouvelles seront, nous n'en doutons pas, exploitées par d'autres qui n'ont pas nos valeurs. Il nous faut plancher sérieusement sur le sujet, rencontrer les acteurs, pénétrer ces secteurs alternatifs. Nous avons nombre de camarades ou de sympathisants qui sont déjà dans ces réseaux, dans lesquels ils se reconnaissent, loin des querelles intestines qui nous rongent.

L'orientation que nous prendrons dans les mois qui viennent décidera de ce que nous allons devenir. Si nous restons les spectateurs de ce monde qui change, nous allons tout simplement disparaître. Cela peut être un choix. Soit on casse le vieux Parti socialiste à bout de souffle et on crée un nouveau parti qui se met au service d'un social-libéralisme qui se voudrait moderne au nom d'un soi-disant réel mondialisé indépassable. Pour nous, ce n'est pas envisageable. Soit le PS tient compte des citoyens et des citoyennes et des propositions alternatives que certains expérimentent déjà, et alors le PS avance. C'est un sacré défi. Un défi que nous devons relever sous peine de perdre toute crédibilité.

Jean-Christophe, tu nous as fixé un objectif, à notre parti : arriver à 500 000 adhérents. Nous disons chiche ! C'est ce que les militants et les militantes de terrain veulent, ainsi que tous ceux qui nous ont quittés et qui attendent des signes forts pour revenir. Merci.

Chers camarades, le congrès vient de prendre fin et pourtant tout commence. Les Français attendent du Parti socialiste qu'il redevienne un parti novateur, producteur de propositions. Notre parti n'est jamais meilleur et vivant que lorsqu'il est créateur, voire même iconoclaste. C'est pourquoi chers camarades, je vous propose d'oser, oui oser. Osons ouvrir le débat sur la place et le rôle des militants afin qu'ils soient réellement penseurs et initiateurs de l'action politique. Osons le renouveau de notre parti, le renouveau des méthodes. Je sais, je dis toujours la même chose, mais je le redirai tout le temps... Il faut vous habituer.

Osons le renouveau du parti et le renouveau des méthodes. Il y a tout juste cinq ans que notre texte sur le renouveau du parti a été adopté. Il affirmait que la vraie rénovation, c'est celle que l'on met en pratique. Alors, allons-y. Osons ouvrir la voie et donner un sens à la gauche, avec une audace tranquille, qui redonne sens, espoir et dignité à la politique. Des citoyens et des citoyennes de plus en plus nombreux se prennent en main et veulent trouver des solutions pour améliorer leurs conditions de vie. Nous pensons que nous ne sommes pas les seuls à vouloir proposer une société plus juste, plus équitable. Osons sortir de l'entre-soi dans lequel notre parti s'est enfermé à tous les niveaux depuis trop longtemps et qui risque de nous entraîner vers notre propre disparition.

Osons montrer que nous sommes un parti ouvert à l'innovation et aux nouvelles formes d'expression qui naissent chaque jour un peu partout. Elles prennent leur source auprès d'initiatives citoyennes qui fleurissent et se développent rapidement. Alors oui, ouvrons les portes et les fenêtres mais pour aller voir ce qui se passe ailleurs, afin que toutes ces expériences nous enrichissent et nous fassent avancer. Il



VALÉRIE RABAUT

Ce qu'on appelle le texte Macron va avoir une troisième lecture. Là, nous en sommes à la deuxième lecture. Pour cette troisième lecture, nous souhaiterions que les engagements qui ont été portés dans la motion A, pour qu'il y ait une prise de position systématique du Conseil national sur les grands textes votés par cette majorité, que ces engagements puissent être respectés. S'ils ne l'ont pas été pour cette deuxième lecture, qu'ils le soient, nous formulons ce vœu, pour la troisième lecture.

Dans le texte qui nous a été proposé, je vais conclure, il y avait un certain nombre d'articles sur lesquels nous avons eu des débats entre nous, mais que nous pouvons aussi avoir devant ce Conseil national, notamment l'article 34 qui prévoit une baisse de la fiscalité des actions gratuites, l'article 86 qui réduit le régime fiscal des impatriés, ce qui nous paraît un peu en contradiction avec ce qui était porté par le texte majoritaire qui dénonçait l'injustice de notre système fiscal puisqu'il était écrit que ce diagnostic restait pertinent et qu'il était mentionné aussi que nous croyions à un impôt citoyen et redistributif.

Un deuxième point, je ne reviendrai pas sur la réglementation du travail, ce qui était aussi dans la motion majoritaire puisqu'il était dit que : « *Les réformes doivent avoir pour objectif d'accroître le dialogue social et de sécuriser les salariés dans leur emploi comme dans leur vie professionnelle.* » Ce point-là nous paraît aussi être extrêmement important et devoir être défendu, notamment au regard de l'article 87-D qui y figure. C'est pour cela que la motion D, au nom de laquelle je m'exprime, La Fabrique, souhaite que les engagements pris, notamment au regard des grands textes portés par notre majorité, puissent être respectés et que l'ensemble des textes, comme il est prévu, puissent donner lieu à une position du Conseil national avant leur vote.

Chers camarades, bonjour. Comme Karine l'a indiqué, je vais revenir sur l'épisode du 49-3 de cette semaine.

Alors, comme beaucoup d'entre vous, nous pensons, et c'est un devoir pour le Parti socialiste, c'est un devoir pour le gouvernement, c'est un devoir pour les parlementaires, qu'il faut réformer ; il faut faire progresser notre pays, progresser le droit social, progresser notre économie. Pour autant, nous pensons qu'il faut le faire avec les militants du Parti socialiste et certainement pas contre eux. Je crois que c'est d'ailleurs ce qui était indiqué dans la motion qui a recueilli la majorité des suffrages, 60 %, la motion A, puisqu'il était indiqué très clairement dans cette motion que : « *Les orientations décidées par notre parti lors du congrès de Poitiers devront avoir prise sur le cours du quinquennat - nous sommes d'accord -, les parlementaires devront en faire une référence pour guider leur action, de même, les grands textes de loi devront donner systématiquement, systématiquement, lieu à un débat avec vote en Conseil national.* » Ces principes nous semblent extrêmement précieux, extrêmement clairs pour la démocratie au sein de notre parti, et surtout pour faire réussir, pour faire progresser la deuxième partie du quinquennat.

Alors, cher Jean-Christophe, nous constatons que moins de dix jours après le congrès de Poitiers, la majorité militante de ce parti s'est en quelque sorte sentie trahie, nous sommes tous et toutes rentrés dans nos fédérations après Poitiers, et c'est bien ce que les militants nous ont dit depuis ces dix jours. La Fabrique a défendu, comme tu le sais, pendant ce congrès, la parole des militants et le respect de cette parole des militants. Et nous ne pouvons par conséquent accepter que les engagements qui ont été pris soient bafoués.



LAURA SLIMANI

Bonjour, chers amis, chers camarades, permettez-moi d'abord de féliciter tous les camarades ici présents qui constituent nos instances nationales, notre Conseil national, et puis par avance, également la nouvelle direction nationale du Parti socialiste car nous aurons besoin de toutes les bonnes volontés pour répondre, je crois, à l'aspiration de changement et renouer avec la confiance des Français et celle des jeunes. Permettez-moi aussi de féliciter un petit peu plus particulièrement que les autres les premiers fédéraux élus de moins de 30 ans au Parti socialiste, puisqu'il y en a quelques-uns, et notamment un camarade, Florian Lecoultre, dans les Ardennes, qui est aussi un militant des Jeunes socialistes et que je souhaite féliciter. C'est important que les Jeunes socialistes fassent à la fois de la politique entre eux et entre jeunes mais qu'ils puissent aussi participer à l'ensemble de nos instances au niveau national et au niveau fédéral.

Je voulais m'adresser aujourd'hui à vous sur deux points qui me paraissent fondamentaux pour notre famille politique et dont je voudrais que nous débattions avec le pragmatisme qui nous caractérise puisque c'est, aujourd'hui, notre boussole. D'abord vous dire que je suis fière et heureuse de voir qu'une ministre de notre gouvernement se positionne aujourd'hui ouvertement pour la réduction du temps de travail et la semaine des 32 heures. Et vous savez que les jeunes socialistes portent cette mesure et en sont extrêmement fiers. Heureuse parce que d'abord ça veut dire que c'est possible d'ouvrir à gauche des débats même s'ils ne sont pas majoritaires dans la société,

quand ces propositions nous paraissent être les plus justes. Heureuse aussi parce que nous sommes convaincus, non pas uniquement par idéologie, mais surtout par pragmatisme, que le partage du temps de travail est nécessaire pour créer massivement de l'emploi en France et en Europe.

Il ne s'agit pas de dire aujourd'hui qu'il faut mener ces politiques unilatéralement en France et tout de suite et maintenant, mais qu'il faut à minima oser ouvrir ce débat avec nos partenaires européens et se demander quand on détruit autant d'emplois chaque année par la robotisation, il est bien raisonnable d'augmenter la durée du temps de travail en augmentant, par exemple, la durée de cotisation en France, mais aussi en Europe. Se demander si quand la tendance aujourd'hui est à l'augmentation du temps et de la durée de travail des personnes qui sont déjà salariées, mais à la diminution du nombre de personnes qui en ont un, d'emploi, se demander si ce n'est pas la chose la plus pragmatique à faire que de réduire le temps de travail, précisément parce que si nous croyons dans la valeur travail, cela veut dire que chacun et chacune doit avoir le droit de contribuer à notre richesse collective.

Oui, c'est socialiste. C'est socialiste car il s'agit, comme lorsqu'on prône l'augmentation des salaires ou la justice fiscale, c'est le partage des richesses que de réduire le temps de travail. Oui, c'est féministe, parce que nous le savons, cela permet de lutter contre le temps partiel subi, qui est subi dans son immense majorité par des femmes. Et oui, c'est un débat indispensable car on ne peut pas, d'un côté, dire que l'on veut tout faire pour l'emploi et n'écarter aucun sujet et, d'un autre, balayer du revers de la main une mesure dont on sait que chaque fois qu'elle a été mise en œuvre, elle a permis de créer massivement de l'emploi dans notre pays mais aussi dans le monde.

“ NOUS SOMMES FIERS QUE NOTRE PREMIER SECRÉTAIRE AIT PRIS POSITION CLAIREMENT CONTRE LE TRAITÉ TRANSATLANTIQUE EN L'ÉTAT ”

Deuxième sujet que je voulais évoquer avec vous aujourd'hui, c'est le traité transatlantique. Nous sommes également là aussi fiers que dans notre famille politique, notre premier secrétaire ait pris position clairement contre le traité transatlantique en l'état. Nous le demandons avec les jeunes socialistes français et européens et nous pensons que c'est une excellente chose. Fiers également de la position de la délégation socialiste française pour s'opposer fermement aux ISDS, tribunaux d'arbitrage privés. Et qu'ils soient, eux, les moteurs avec d'autres délégations au sein du Parlement européen d'une position ferme vis-à-vis du traité transatlantique. C'est également d'ailleurs, et je tiens à le préciser, une position que nous avons défendue, et que j'ai pu défendre en tant que présidente des Jeunes socialistes européens au sein du congrès du Parti socialiste européen, j'en dirai quelques mots à la fin de mon intervention. Mais ces débats-là vont se poursuivre dans les semaines

qui viennent. Et nous devons, nous, socialistes français, au gouvernement, au Parlement, au Parlement européen, prendre des positions fermes, non pas uniquement sur la question des ISDS, mais aussi sur la question du traité transatlantique en soi et de savoir si c'est souhaitable.

Je vais donc le faire de manière, encore une fois, très pragmatique : en tant que responsable politique qui cherchons et qui recherchons les suffrages de nos concitoyens pour avoir ensuite la légitimité de mener des politiques en France et en Europe, est-ce bien raisonnable, en tant que pragmatique, et en étant très pragmatique, de se démunir encore un peu plus de leviers d'actions démocratiques sur nos normes sociales, environnementales ou sanitaires alors que nos concitoyens nous disent à chacun de nos scrutins qu'ils ont le sentiment de ne plus maîtriser leur destin ? Est-ce bien raisonnable dans ces conditions de se déposséder encore plus d'un certain nombre de leviers démocratiques ?

Est-ce bien pragmatique de mettre des entreprises locales en concurrence pour des marchés publics avec des grands groupes internationaux alors que la commande publique est aujourd'hui l'un des principaux leviers de l'investissement au niveau local et pour l'emploi local ? Est-ce bien raisonnable, de manière pragmatique, alors que le mois de mai a été le plus chaud jamais enregistré à l'échelle mondiale, est-ce bien raisonnable de vouloir en permanence vouloir accélérer et amplifier le libre-échange sur la

planète quand on sait que plus d'échanges ça veut dire plus d'émissions de gaz à effet de serre et que nous avons une conférence extrêmement importante en décembre ?

Donc, pour toutes ces raisons, nous avons été aux côtés de la délégation socialiste française de Jean-Christophe Cambadélis au congrès du PSE et affirmé notre opposition à ce traité en tant que tel. Et nous souhaitons mener ces débats-là toujours plus fortement dans les semaines qui viennent.

Et puis, je terminerai moi aussi en disant que je salue la démarche du premier secrétaire de s'être rendu auprès de l'ambassade de Grèce en France pour assurer de son soutien le peuple grec. Simple-ment vous dire que ce qui se joue pour ma génération aujourd'hui, ce n'est pas uniquement de savoir si la Grèce restera ou ne restera pas dans la zone euro, c'est de savoir si on dit à la génération qui est la mienne, qui connaît aujourd'hui 25 % de chômage et qui est parfois obligée de s'exiler de son pays pour pouvoir trouver un emploi, si on lui dit que l'Europe est toujours synonyme d'espoir ou si ce n'est plus qu'un poids pour elle. Donc, nous faisons aujourd'hui des choix, et nous prenons des décisions, et nous prenons des positions qui ont un impact, et qui auront un impact, demain, encore plus fort sur l'attachement ou non de ma génération à la question européenne. Et quand on voit les scores du Front national dans les 18-30 ans aujourd'hui en France et en Europe, c'est un sujet, mes camarades, qu'il faut prendre extrêmement au sérieux. Merci.





JULIEN DRAY

de cibler quels sont les adversaires à un accord, et de faire le travail de mobilisation politique contre ces adversaires.

Emmanuel le disait, madame Lagarde est bien regardante sur ses partenaires, elle l'était moins quand elle dirigeait d'autres institutions, si vous voyez ce que je veux dire. Elle a des formules bien abruptes contre le peuple grec, qu'elle n'a pas eues contre d'autres financiers auxquels elle a été bien généreusement associée.

Et d'abord, la question du FMI, parce que c'est aujourd'hui l'adversaire clé dans l'accord. Les gouvernements étaient au bord d'un accord, et c'est le FMI qui a cassé en exigeant d'abord de prendre son argent, et en mettant comme règle première le fait qu'il était d'abord remboursé, et donc empêchant un étalement de la dette et donc de revenir sur le contentieux sur la question de la réforme des retraites ou de l'augmentation de la TVA. Il y a donc une bataille qui est en train de se jouer, et dans cette bataille, notre devoir, à nous, c'est de rassembler toute la gauche, non pas de la diviser. La rassembler pour qu'elle soit effectivement dans la bataille pour l'accord, avec un paradoxe sur lequel je voudrais revenir, et qui renvoie à la situation qu'a décrite Jean-Christophe tout à l'heure à l'échelle de l'Europe.

Parce qu'on voit bien qu'une fracture est en train de se faire : la fracture entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud. Entre une Europe du Nord qui ne veut plus d'immigrants et qui ne veut plus des pays du Sud. Une Europe du Nord qui est en train de se replier sur elle-même et, malheureusement, une partie de la social-démocratie est en train de donner corps à cela, parce que, en Allemagne, le débat aujourd'hui n'est pas entre la droite et la gauche. Le débat, aujourd'hui, il est entre madame Merkel et monsieur Schäuble. Le débat, il est au sein de la CDU. Et notre travail à nous, c'est d'essayer de faire que toute l'Europe soit aux côtés justement de la position du gouvernement français.

“ **UNE FRACTURE EST EN TRAIN DE SE FAIRE ENTRE L'EUROPE DU NORD ET L'EUROPE DU SUD** ”

Merci mes camarades, permettez-moi, avant de venir au fond de mon intervention, d'évoquer devant vous la mémoire d'un camarade qui est décédé ce matin, qui avait été en son temps le plus jeune militant de SOS Racisme, il s'appelait François Delapierre, il avait été un des responsables du parti, il avait milité avec nous, son chemin a divergé d'une autre, puisqu'il avait fondé avec Jean-Luc le Parti de Gauche. Il était au Conseil régional d'Île-de-France, élu, mais il avait été un long compagnon, un bon compagnon, un homme qui a marqué certains d'entre nous. Beaucoup ont travaillé avec lui, milité avec lui, passé des nuits à coller les affiches quand il était jeune, et qu'on demandait toujours plus aux plus jeunes. Il s'endormait parfois dans mon bureau à l'Assemblée nationale, et c'est les dames qui le réveillaient en lui disant : « *Il est l'heure de partir à l'école* ». Voilà. Et donc je voulais avoir une pensée, et je pense que beaucoup d'entre vous dans cette salle se joignent à ce moment d'émotion particulier.

J'en viens deux secondes au débat que nous avons, et au débat sur la Grèce. Et je voudrais dire aux camarades qu'il faut que nous fassions attention. La Grèce ne peut pas être un nouveau sujet de contentieux au sein de la gauche et au sein du parti. Le débat, pour l'instant, n'est pas au sein de la gauche. Le débat, en Europe, il est entre la gauche et la droite libérale ou ultralibérale, ou ordo-libérale. L'affaire n'est pas jouée. Nous ne sommes pas encore dans le travail notarial de savoir qui a tenu ou pas tenu son rôle. L'affaire est en train de se jouer. Et dans ce moment particulier, le rôle du Parti socialiste, ce n'est pas de se diviser ou de préparer je ne sais quelles échéances, c'est d'abord

Alors, et je vais finir là-dessus, je ne pense pas que notre travail, ce soit de mettre au pied du mur ou d'attendre au tournant le gouvernement. Je pense qu'une grosse partie va se jouer, et j'ai l'espoir, et c'est notre travail aussi, que par rapport à beaucoup de critiques sur à quoi servait un gouvernement de gauche en France, on puisse dans les heures à venir, dire « *Eh bien il a servi à permettre à la Grèce de rester dans l'Europe* ».



GUILLAUME BALAS

qui doit être, normalement, notre chemin, et c'est vrai, et je rejoins le constat qu'ont fait Jean-Christophe et Julien sur le fait qu'il y a césure au sein de la social-démocratie aujourd'hui et des réflexes qui tendent à aller vers l'un ou vers l'autre.

Alors, à partir de ce moment-là, et je crois qu'Emmanuel Maurel a raison de le dire, on ne peut pas rester dans l'abstraction et dans le non choix permanent, il faut que nous indiquions nos vues, et de ce point de vue-là, le Parti socialiste français commence à le faire, et le faire plutôt pas mal, et c'est bien parce que, je pense qu'entre nous, notamment minorité et majorité, il peut y avoir un point de convergence pratique et extrêmement utile sur la question européenne, je le dis, et je crois que nous pouvons, nous l'avons montré au moment du PSE, nous pouvons travailler de façon extrêmement utile ensemble.

Mais la question de la souveraineté, donc de la démocratie, ne peut pas s'arrêter simplement dans notre débat européen. Et c'est pour ça qu'il y a un lien profond, et qu'il ne faudrait pas avoir trop de contradictions entre ce que, nous, nous disons au niveau européen, et ce que, nous, nous faisons au niveau national. Car quand on pose la question de la souveraineté démocratique, quand on pose la question du fait que nous devons résister aujourd'hui au rouleau compresseur de l'idéologie dominante libérale, qui ne montre pas d'ailleurs son efficacité économique, alors nous ne pouvons pas nous battre au niveau européen pour la réorientation européenne, pour l'investissement, pour le fait que les pouvoirs publics reprennent la main, qu'il y ait cohésion et en même temps, en France, admettre de plus en plus un discours, même si nous y résistons, mais que quand même nous en admettons des pans entiers, notamment sur la question du droit du travail, du marché du travail, et d'aboutir à ce que sur la question par exemple des licenciés sans cause réelle et sérieuse, ce soit la gauche, aujourd'hui, qui plafonne l'action du juge. Il y a là un problème essentiel de contradiction entre les deux. Et c'est pour ça que je termine en disant qu'il faut maintenant relier les deux bouts, et que pour relier des deux bouts, ça pose une question fondamentale au gouvernement. Car si le gouvernement ne s'inscrit pas dans la démarche de relier les deux bouts, alors le Parti socialiste en son sein ou avec le gouvernement, face au gouvernement, sera dans une contradiction qui sera mortifère au moment des élections. Voilà, camarades, ce que la motion B veut vous dire aujourd'hui. Il y a un chemin possible, et pour cela, il faut que tout le monde le prenne, y compris le Premier ministre et le président de la République.

Je suis heureux d'intervenir après ce qu'a dit Julien Dray, parce qu'il me semble que la question qui est en train de se poser en Europe et que les réponses qui y sont apportées, déterminent aujourd'hui le champ politique, c'est celle de la souveraineté : est-ce que le politique aujourd'hui a encore la main sur les événements ou est-ce que les événements décident de manière définitive pour le politique ? Et de ce point de vue, on le voit, la deuxième question qui est posée, c'est le contenu même de cette souveraineté. Souveraineté nationaliste, fermée. Quand on regarde par exemple le parti qui a gagné au Danemark, c'est assez étonnant. Des positions très sociales sur les questions économiques, mais des positions très fermées sur la question de l'immigration, ça en rappelle d'autres dans d'autres pays, je parle évidemment du Front national en France. On voit émerger cette mouvance qui contredit la mondialisation libérale, mais simplement sur une partie de notre champ puisque, sur le reste, elle est profondément raciste et xénophobe.

Il y a aussi, dans le Sud, ça a été dit par Julien, l'émergence d'une autre souveraineté, peut-être plus floue encore. Mais quand je regardais par exemple l'interview de Pablo Iglesias, dans le Nouvel Observateur, qui disait que la Nation et la souveraineté n'étaient pas des gros mots (entre guillemets), qu'il est espagnol, qu'il est issu d'une mouvance, on pouvait penser que ces mots étaient pour lui plutôt interdits, on voit bien que là aussi, cette question de la souveraineté est retravaillée et que des réponses tendent à y être apportées. Et au milieu, qu'est-ce que l'on a ? On a une social-démocratie qui s'est tellement vouée, et on peut le comprendre, au rêve européen, qu'aujourd'hui elle a bien du mal à pouvoir rester unie sur la définition de ce que pourrait être une souveraineté européenne démocratique, sociale, écologique, ce



PHILIPPE DOUCET

intervention de déni de démocratie. Moi, je n'ai pas appris que la démocratie, c'est le contrôle de la majorité par la minorité.

Christian, tu nous dit qu'il n'y a pas besoin de 49-3 puisque nous avons la majorité absolue. Encore faudrait-il qu'au sein du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, qu'après les débats nécessaires, utiles, qu'après les débats qui font partie de notre histoire, qu'après les confrontations qui font aussi partie de notre histoire, eh bien qu'après tout cela, la minorité respecte la majorité. Et vous verrez qu'en respectant cette règle de vie à chaque réunion de groupe des députés socialistes, eh bien en respectant cette règle démocratique, nous n'aurons plus besoin du 49-3.

Christian, tu appelles le gouvernement à respecter le Parti socialiste. Je t'appelle à respecter le vote des militants qui s'est exprimé à Poitiers. Parce que moi, j'ai été désolé cette semaine, quand on compare les interventions dans l'ensemble des médias, que constatons-nous ? On a encore passé les quinze derniers jours à s'écharper entre nous. Alors que Nicolas Sarkozy, Ciotti, avancent pour réintroduire le droit du sang, où seul Pétain et le régime de Vichy a été sur cette ligne, et où il ose avancer la comparaison des migrants et d'une fuite d'eau.

Et nous, avons-nous été dans cette lutte pour défendre les valeurs de la République contre cette droite et cette extrême droite qui préparent sur les valeurs culturelles, l'élection de 2017 ? Donc arrêtons, on ne va pas refaire le congrès de Poitiers toutes les semaines. Il y a une ligne qui a été clarifiée, le congrès a été demandé, une majorité s'est dessinée, une minorité aussi, avançons, gagnons 2017. Merci mes camarades.

Mes chers camarades, j'ai dû faire preuve d'une grande naïveté. J'avais compris qu'au congrès de Poitiers, c'était la clarification d'une ligne politique. Et qu'une fois cette ligne politique clarifiée, on allait travailler à lutter tous ensemble contre la droite et l'extrême droite qui, à coups de droit du sang plutôt que de droit du sol, de migrants comparés à une fuite d'eau, est en train, en fait, de sortir des valeurs de notre République. Or, qu'avons-nous vécu cette semaine ? En fait, certains ont fait comme si le Congrès n'avait pas eu lieu. Christian, tu as parlé dans ton





SOPHIE TAILLÉ

qui a été évoquée, et qui est effectivement une situation qui montre, qui est un des exemples de la difficulté aujourd'hui dans nos sociétés et dans nos démocraties à faire face à des montées politiques de fascistes et de néofascistes. Il a été parlé de l'Autriche, du PSE, mais je reviendrai sur le Danemark. Car, au Danemark, que s'est-il passé ? La Première ministre danoise, a précipité des élections. Deux jours avant l'annonce des élections, elle a annoncé un train de mesures sociales. Deux jours avant. Peut-être faut-il faire les choses un peu en amont pour gagner en crédibilité. Et peu après, dans les rues du Danemark, ont été affichées des affiches du parti social-démocrate danois disant : « *Des règles d'asile plus strictes et plus d'exigence pour les immigrés* » ; disant : « *Si tu viens au Danemark, tu dois travailler* ». Telles étaient les affiches reprises par le parti social-démocrate danois. Il y a eu, au départ, une montée dans les sondages, mais ceux-là étaient totalement factices, car en réalité, ce que nous avons vu, c'est une mise en minorité de la gauche, et je pense que cet exemple doit être réfléchi ici.

Je tiens à prendre quelques instant aussi pour saluer la mémoire de François Delapierre, jeune dans cette instance, certes, mais pas jeune en militantisme, j'ai pas mal eu l'occasion de militer avec lui et c'est vrai que c'est une tristesse partagée, je pense, par nombre d'entre nous ici.

Je voulais réagir à ce qui vient d'être dit : que la minorité respecte la majorité, certes, mais que la majorité se respecte elle-même et respecte ce qu'elle a écrit. Que la majorité se respecte elle-même, c'est qu'on ne puisse pas voir dans un quotidien ou dans un hebdomadaire un ministre déclarer, à l'appui de ce qui a été inscrit dans la motion A, que de toute manière, cela ne sera pas fait. Nous respecterons la majorité, et nous respectons les engagements qui ont été pris, qui ont été écrits, par ceux-là même qui nous demandent de la respecter. Nous demandons uniquement, nous nous faisons les comptables de ce qui a été écrit dans le texte, adopté majoritairement, le texte de la motion A.

Je voulais revenir, moi, sur la situation au Danemark

Je voudrais terminer en disant deux choses. Moi, j'entends dire qu'au moment des élections, les gens ne nous demandaient pas de quelle motion nous étions. Eh bien moi, je vais vous raconter mon expérience, je suis conseillère municipale d'opposition, alors on passe un peu notre temps à esquiver quand on se bat contre la casse du service public local, on nous répond « *baisse des dotations* »... Et nous le faisons ensemble avec mes camarades de la motion A d'ailleurs, parce que nous sommes unis et solidaires tous ensemble, eh bien quand nous faisons ça, il y a souvent des gens, et puis dans nos rencontres avec les habitants, qui viennent nous dire : mais au fait, vous vous situez comment dans le Parti socialiste ?

Il y a plein de gens qui viennent... Eh bien oui, ça te fait peut-être rire peut-être parce que tu rencontres moins de gens lambda que moi, mais je le fais, et les gens me demandent, oui, je tiens à vous le dire, peut-être que vous, ils n'osent pas, vous êtes trop, vous êtes trop grands, mais moi, les gens, ils osent et ça compte pour eux.





Je voudrais remercier Jean-Christophe et tous les camarades qui sont intervenus aujourd'hui et qui ont parlé d'Europe. Je trouve ça très révélateur que le premier Conseil national d'après Congrès, les interventions portent essentiellement sur l'Europe, et j'espère que ce sera le cas des prochains à venir car, comme Jean-Christophe l'a dit, et Julien Dray aussi, et je partage tous les propos qu'il a tenu, c'est là que les choses se jouent, et c'est ici aussi que nous devons intervenir.

Alors, je ne fais pas la même analyse qu'Emmanuel Maurel sur le PSE. Sur son état, oui, je partage entièrement, en revanche, sur le fait de dire « *Est-ce qu'il faut en sortir, est-ce que la solution, c'est d'en sortir ?* », non, au contraire, il faut effectivement que le renouveau socialiste que nous avons appelé de nos vœux dans notre congrès du Parti socialiste français, il faut mener cette bataille au niveau européen et avec les camarades, les activistes qui font un gros travail, mais pas uniquement les activistes, maintenant, il est temps que tout le monde s'en saisisse et, en France, dans nos sections, dans nos fédérations, nous prenions cet enjeu à cœur. Nous avons, lors du congrès du Parti socialiste européen à Budapest la semaine dernière, une réunion très enrichissante avec Jean-Christophe, avec Philip Cordery et les activistes pour essayer de mettre en place cela, et je compte sur vous, membres du Conseil national, premiers fédéraux, pour faire en sorte que ce travail européen pour préparer le prochain congrès du PSE, se fasse tous ensemble.

Oui, la situation des partis socialistes et des partis sociaux-démocrates européens est très inquiétante. Les dernières élections nationales qui ont eu lieu, alors, on a parlé du Danemark, et à juste raison, il y a eu l'Australie, Jean-Christophe en a parlé, mais il y a eu avant cela le Royaume-Uni, où le Labour a aussi essuyé une

forte défaite, et l'Espagne, ce sera le prochain pays sera confronté à des élections. Donc face à cela, il est extrêmement important que nous nous coordonnions et que nous nous structurions au niveau européen pour que le PSE ne soit plus ce qu'il est aujourd'hui avec un président qui, finalement, ne représente pas les militants des différents pays, et sur lequel nous puissions nous porter pour avoir une ligne forte, et surtout au Parlement européen.

Au Parlement européen, on va avoir des sujets majeurs qui vont venir dès la semaine prochaine. Mardi soir, nous avons une réunion du groupe des sociaux et démocrates sur la situation en Grèce. Et vous pouvez bien évidemment compter sur la délégation socialiste française pour porter notre soutien au maintien de la Grèce dans l'Europe, et nous ferons tout ce qu'il faut parce qu'il n'y a pas forcément une majorité très claire des sociaux-démocrates au Parlement européen sur la question, et ça va être l'un des enjeux.

Nous avons aussi la question de l'immigration sur laquelle le Parlement européen s'est porté majoritairement pour avoir une approche globale de la situation, et pas simplement la situation des réfugiés, mais aussi la question de l'immigration économique. Et sur cette question, le principe de subsidiarité qui prévaut aujourd'hui fait que chaque État membre peut décider ou non s'il respecte des décisions qui sont votées par le Parlement européen où les députés sont élus démocratiquement et où la Commission européenne présente des propositions. Il est temps que l'ensemble des États membres respectent ces propositions, et quand je dis ça, je ne parle pas de la France qui joue tout son rôle, mais je parle effectivement de tous ces États du nord de l'Europe qui ont décidé de sortir de ce dispositif et qui sortent du principe de solidarité.

“ LA SITUATION DES PARTIS SOCIALISTES ET DES PARTIS SOCIAUX-DÉMOCRATES EUROPÉENS EST TRÈS INQUIÉTANTE ”

Sur le traité transatlantique, c'est pareil, les sociaux-démocrates sont à une courte majorité, mais ceux qui sont partisans d'un retrait de l'ISDS sont majoritaires, et c'est une ligne qu'il va falloir absolument porter majoritairement en juillet prochain car, là encore, il va y avoir un débat, mais vous pouvez compter sur nous. Le plan Juncker, je vous le rappelle, le plan Juncker, ce grand plan d'investissement, c'était une demande des sociaux-démocrates, nous avons réussi à l'avoir en projet prioritaire et qui va être voté très prochainement. Sur cette relance de l'investissement, il va falloir se battre pour faire en sorte que l'investissement ne profite pas simplement aux États dans lesquels la situation économique va mieux, mais aussi dans les États européens qui sont en difficulté. Des enjeux, il y en a énormément, et c'est pour ça, je souhaite que les discours qui se sont portés aujourd'hui se poursuivent en actes et en actions, et en mobilisation générale, parce que l'Europe, c'est là que se détermine tout, et qui permet d'avancer, et d'avancer aussi pour notre pays. Merci.



GUILLAUME BACHELAY

même qu'en son sein, se réveillent les égoïsmes et les nationalismes – le scrutin qui vient de se dérouler au Danemark en est l'inquiétante confirmation avec un parti national-populiste dominant.

Enfin, nous devons nous mettre en mouvement parce que militants socialistes, nous sommes internationalistes et que le monde globalisé, complexe, connecté, est confronté à des défis qui pèsent sur la vie – c'est le défi du climat –, sur la paix – c'est le défi du terrorisme –, sur la dignité et la solidarité humaines – c'est le défi des flux migratoires et des réfugiés –, sur la justice sociale et l'économie réelle – c'est le défi du capitalisme financiarisé à réguler et à civiliser.

Être adhérent du Parti socialiste, avoir l'honneur d'en être un responsable, quelle que soit sa mission, locale ou nationale, c'est fixer son engagement à la hauteur des défis républicains, des défis européens, des défis humains qui sont ceux de l'époque.

Être à la hauteur de la période, cela ne signifie certainement pas que les dossiers techniques, les débats budgétaires, les discussions parlementaires, les plans ministériels, les projets sectoriels, soient secondaires – bien sûr que non ; cela signifie simplement qu'ils doivent être à leur place, c'est-à-dire au service d'un objectif politique et d'une mission historique, la nôtre aujourd'hui avec le président de la République et le gouvernement : faire que la France soit un pays leader et moteur dans la mondialisation et, en même temps, qu'elle préserve et développe son modèle social. Voilà la mission des socialistes, la mission de la gauche aujourd'hui et pour demain, et c'est une mission d'intérêt général !

Voilà pourquoi mieux vaut produire du sens que de la division, faire attention aux mots que nous choisissons pour nous interpeller entre socialistes, dire « nous » plutôt que « je », cette irremplaçable saveur que l'on goûte à soi-même. Et voilà pourquoi, autour du Premier secrétaire et de l'équipe qu'il a constituée, nous allons engager le renouveau du Parti socialiste.

Mes camarades, ce renouveau passe par plusieurs chantiers, tous importants et à mener tous en même temps.

D'abord, réussir pour les Français. Tournons-nous vers eux et – je tiens à ce mot ici comme à Poitiers – adressons-nous à eux ! Les efforts qu'ils ont réalisés et les choix que nous avons faits commencent à produire leurs premiers effets – les chiffres publiés par l'INSEE hier en témoignent.

À notre arrivée aux responsabilités en 2012, face à une situation dégradée après 10 ans de politiques de droite en France et en Europe, nous n'avons pas déploré la situation, nous avons agi pour la changer. Alors que notre appareil productif était affaibli et sa compétitivité dégradée, nous avons posé le carré du redressement : production-innovation, éducation-formation, transitions – écologique et énergétique en cette année de

Chers camarades,

C'est le premier Conseil national d'après notre Congrès, ce qui est une autre manière de dire qu'un Congrès a eu lieu avant notre Conseil national.

Pendant les 4 mois qui l'ont rythmé jusqu'à Poitiers, des contributions ont été débattues, des motions ont été défendues, des consultations se sont tenues et des décisions sont survenues.

Par deux fois, les militants se sont exprimés. Ils ont choisi une orientation pour nous guider, une majorité pour la porter, un Premier secrétaire pour l'engager. S'ouvre un nouveau temps pour notre Parti, celui de la mise en œuvre des choix issus de nos débats. Désormais nous sommes dans ce temps-là.

Maintenant, nous devons nous mettre en mouvement, ce qui veut dire être au travail et être à la hauteur. C'est une tâche impérative et, je le souhaite, collective.

Parce que la feuille de route de Poitiers doit être mise en œuvre sans tarder : nous avons une échéance régionale à la fin de 2015 et des élections nationales en 2017.

Parce que nous sommes aux responsabilités du pays dans un contexte économique nouveau, que notre devoir est de le confirmer et de le conforter pour le convertir en emplois, en pouvoir d'achat, en nouveaux droits.

Parce que l'Europe, chacun le sait, chacun le sent, est à un moment essentiel de son histoire. Un moment où ceux qui veulent continuer à la faire sont défiés par tous ceux qui veulent la défaire. Un moment où des questions décisives se posent, de longue date ou plus récentes, toutes urgentes. Un moment où l'Union européenne doit élaborer des réponses solidaires alors

COP21 –, simplification.

Nous avons inlassablement proposé et impulsé la relance et la réorientation des politiques européennes – monétaire, mais pas seulement – et nous affirmons aujourd'hui qu'un compromis doit être rapidement élaboré pour que la Grèce trouve le chemin de son redressement dans la zone euro – car si l'histoire de la Grèce passe par l'Europe, l'histoire de l'Europe doit beaucoup à la Grèce.

Depuis trois ans, nous avons entamé le rétablissement des comptes publics, par souci de souveraineté et non de comptabilité, et engagé des économies sans austérité. Pour la première fois, les prélèvements se sont stabilisés l'an passé et désormais, le temps d'une répartition est venu : l'impôt sur le revenu va baisser pour neuf millions de ménages cette année. Pour créer des emplois, en quantité et en qualité, et pour préparer l'avenir, nous devons agir durant les deux prochaines années pour l'investissement et contre les inégalités.

Pour l'investissement, décisif pour une économie dynamique et une société confiante, décisif dans la mondialisation : investissement productif privé – c'est le soutien aux capacités des entreprises – mais aussi public – je pense à celui des collectivités locales ; investissement dans le dialogue social ; investissement dans le savoir – l'éducation est redevenue avec nous le premier budget de la nation –, la recherche, la culture ; investissement dans les infrastructures durables et les éco-matériaux ; investissement dans le numérique ; et bien entendu investissements européens – le plan de la Commission Juncker est une avancée, mais il doit être rapide dans son exécution et, à terme, être amplifié par un nouveau mode de calcul des déficits dont soient retranchés les investissements d'avenir réalisés par les États.

Agir pour l'investissement et en même temps agir contre les inégalités – ce sont les deux faces d'une même médaille. Avec le Premier secrétaire, nous avons porté, dans le Congrès, 10 chantiers de l'égalité avec, en tête, la sécurisation des parcours professionnels et, plus largement, de l'éducation continue. Des jalons ont été posés depuis 2012, mais il faut franchir une nouvelle étape : nous voulons en faire la grande avancée sociale du quinquennat, c'est pourquoi elle doit être au cœur du travail du Parti dans les semaines et mois qui viennent.

Le renouveau socialiste, c'est aussi nous réarmer par les idées pour mener la bataille culturelle. La fonction idéologique du Parti n'est pas latérale, mais centrale, fondamentale.

Pour mettre en perspective l'action engagée. Il n'était pas interdit ces jours-ci, il ne l'est pas davantage aujourd'hui, de revendiquer la complémentaire santé pour les retraités, l'encadrement des loyers bientôt effectif à Paris dans un premier temps, ou encore la proposition de loi des députés socialistes pour l'action de groupe contre les discriminations. Est-ce qu'on se rend compte de ces progrès, des efforts qu'ils ont demandés, des ad-

versaires qui ont voulu les empêcher ? Si nous, socialistes, ne disons pas : voilà les avancées sociales pour le pays, qui le fera ?

Fonction idéologique encore pour anticiper les thèmes et les propositions pour le futur – en échangeant avec les intellectuels, les syndicats, les associations, et en traitant à fond une dizaine de thèmes dont nous savons qu'ils sont au cœur des préoccupations de nos concitoyens. Ce sera le chantier des « cahiers de la présidentielle ».

Fonction idéologique, toujours, pour bâtir un rapport de force favorable à la gauche, au camp progressiste, face au bloc réactionnaire, au bloc droitier qui déploie ses slogans en France et ailleurs en Europe. Par des arguments et non des invectives, par la raison et non par la démagogie. À cet égard, proposons aux Français des valeurs et des solutions – nationales, européennes, mondiales – à la question de l'immigration et des réfugiés, avec humanité et dans le respect du droit, avec responsabilité et solidarité, à rebours des pseudo-sketchs laborieux, douteux, vaseux, nauséux, de M. Sarkozy. La proposition formulée par Jean-Christophe CAMBADELIS à notre Congrès – un traitement républicain de l'immigration et une conférence mondiale sur les réfugiés – est, elle, digne tout à la fois de l'enjeu, des femmes et des hommes qu'ils concernent et qui fuient la guerre et la misère, des Français peuple de citoyens qui aspirent à un débat public élevé et non abaissé.

Riposter à la droite et à l'extrême droite est précisément une autre exigence. N'attendons pas l'ultime ligne de nos textes ou la dernière phrase de nos discours pour le rappeler. Ne laissons rien passer ! Jamais ! On a beaucoup parlé de la loi « *croissance et activité* » à l'Assemblée et du 49.3 de juin – en oubliant d'évoquer les causes et les conditions du 49.3 de février –, mais songeons qu'au Sénat, lors du débat sur ce texte, la droite a proposé la remise en cause des 35 heures et celle du compte pénibilité. Nous devons dénoncer ces régressions, et le reste – la remise en question par la droite de la priorité budgétaire à l'école ou celle du droit du sol. À cet égard, attention, dans le débat public, aux déclarations qui, venant de nos rangs, interpellent le Gouvernement et omettent de souligner, dénoncer, les propos et les projets austéritaires et réactionnaires du parti républicain conservateur ou du Front national.

Bien sûr, nous devons rassembler. C'est d'autant plus indispensable que la droite extrémisée et l'extrême droite multiplient les propos qui divisent et stigmatisent, mettent en avant des thèmes ou des projets qui fracturent ou fragmentent la société. Nous, nous devons apaiser et rassembler. C'est le sens de la « *belle alliance* », de l'alliance populaire que nous avons proposée lors du Congrès. Sa vocation est de donner de la force à la vision solidaire et régulatrice du monde plutôt qu'à son approche identitaire et conservatrice.

Mes camarades, au Congrès de Poitiers, les militants ont choisi une direction pour notre Parti, une direction aux deux sens de ce mot : une orientation et une équipe. Celle-ci est largement renouvelé et paritaire. Maintenant, un mot d'ordre : au boulot.

“ LE RENOUVEAU SOCIALISTE, C'EST AUSSI NOUS RÉARMER PAR LES IDÉES POUR MENER LA BATAILLE CULTURELLE ”



CHRISTOPHE BORGEL

ment est important, inégalement important, mais nous avons un renouvellement extrêmement important de nos listes.

La troisième remarque, c'est sur la suite de notre travail. Parce que si dans un certain nombre de départements, en même temps que l'investiture des candidats socialistes a été gérée l'ouverture à la société civile, ça n'a pas été le cas partout. Et de la même manière, nous n'avons pas, ni avec des partenaires avec lesquels normalement nous devrions avancer vers un accord, je pense en particulier au premier chef au Parti radical de gauche mais aussi à un certain nombre de mouvements politiques qui se tournent vers nous pour participer à nos côtés à cette bataille des régionales, le Front démocrate, Génération écologie par exemple. Nous avons ce travail de rassemblement à faire. Je rappelle que nos têtes de liste régionales se voient reconnaître un rôle particulier dans le bouclage de ces listes. Ce qui veut dire que même dans les départements où on a fait l'investiture des socialistes en pensant qu'ils devaient échapper à l'ouverture, au rassemblement, ce ne sera pas le cas. Mais a contrario, je pense à un certain nombre de départements, il peut y avoir des candidats dits d'ouverture à la société civile qui nous replongent dans des divisions passées des socialistes. Je pense au Rhône, à la partie métropole en particulier. Et je le dis d'autant plus qu'en tant que secrétaire aux élections, j'ai pesé pour qu'on reconnaisse un rôle majeur aux têtes de liste régionales ; à la fin, même quand on intégrera les candidats de la société civile, c'est le Parti socialiste qui ratifie ses listes. Il n'y a pas une imposition qui est faite de candidats, surtout quand on sait qu'ils conduisent mécaniquement à une division profonde de ceux qui seront en première ligne de la bataille électorale.

Mes chers camarades, nous ne sommes pas encore dans un débat sur notre stratégie de campagne, on l'aurait eu au début du Conseil national. Mais c'est le rapport du travail de la commission électorale qui s'est réunie dans des délais relativement rapides avant ce Conseil national. Elle a étudié l'ensemble des listes qui ont été votées nos adhérents le 28 mai, au même moment que l'élection de notre premier secrétaire. Je vous rappelle qu'il y a une région, la Bretagne, qui n'a pas encore voté pour la tête de liste. Il y a aussi une autre région dans laquelle nous devons travailler sur notre stratégie qui est la Corse, et trois régions qui n'ont pas encore adopté leurs listes, l'Île-de-France, la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées et la région Bourgogne-Franche-Comté, ce sera fait dans les semaines qui viennent.

“ LA GAUCHE DIVISÉE, C'EST LA GAUCHE ÉLIMINÉE ”

Trois remarques peuvent être faites issues de ce premier travail et une proposition pour notre Conseil national. La première, c'est la question de la parité où nous considérons, et il y aura un dialogue, en particulier avec nos têtes de liste dans les régions où il n'y a pas, à ce stade, de tête de liste départementale femme, sur aucun département, afin que ce soit un minimum à atteindre. Dans ces régions-là, nous ratifions l'ordonnancement des hommes et des femmes et nous laisserons ouvert le dialogue de qui est tête de liste dans chaque département afin de faire avancer cette question de la parité. Je vous rappelle que nous avons deux têtes de liste femmes sur les onze qui sont investies dans les régions Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées et Bourgogne-Franche-Comté.

La deuxième remarque que nous pouvons faire, comme pour la direction nationale : le renouvelle-

Enfin, le rassemblement de la gauche. Nous avions dit à l'occasion des départementales : la gauche divisée, ce sera dans de nombreux cantons la gauche éliminée. Nous avons pu dans le bilan constater que non seulement c'était la gauche éliminée, mais des départements perdus. Nous en reparlons récemment avec Guillaume, on sait par exemple que si la gauche avait été unie en Seine-Maritime, ce département serait aujourd'hui encore dirigé par un président socialiste. Nous avons alerté au lendemain des départementales sur ce qui pouvait se passer dans les régionales. Le premier secrétaire a dit à l'époque : « Il y a deux régions, la Région PACA, où Christophe Castaner conduit la bataille, et la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie où Pierre de Saintignon est notre de tête liste, où l'alliance est indispensable si nous ne voulons pas nous retrouver au soir du premier tour, non seulement évidemment distancés, mais à ce point distancés pour la première liste de gauche, c'est-à-dire la nôtre assurément, que la question qui sera posée ne sera pas celle du rassemblement, mais la pression qui sera faite sur la gauche, c'est celle de son maintien dans cette bataille régionale. » Certains nous ont dit : « Mais les régionales, ce n'est pas le même

scrutin, ce n'est pas la même réalité, comment savoir si le Front national retrouvera les mêmes scores ? » On commence à être éclairés depuis aujourd'hui. Un de nos partenaires a fait un sondage dans le Nord-Pas-de-Calais/Picardie, qu'il transmet à la presse locale avec la volonté de montrer que la tête de liste pourrait leur revenir. Laissons ce débat-là interne à la gauche. Mais ce que nous voyons, c'est que ce qu'avait dit Jean-Christophe à nos partenaires sur ces deux régions est en train de se dessiner : un Front national en tête, une droite derrière et une gauche divisée loin derrière. Par contre, si nous sommes unis dans cette région, ce que l'on voit aussi dans ce sondage, c'est que la gauche est deuxième et peut-être en tête au premier tour de cette élection, et je rappelle que c'est ce qu'elle est à l'occasion des élections départementales, en tête dans cette grande région.

Oui mes camarades, dans ces deux régions, la division ne conduira pas à l'élimination pour des raisons de règle électorale, mais elle peut conduire à la disparition pour des raisons politiques. Et donc, je veux à l'occasion de notre Conseil national redire solennellement à nos partenaires : je ne méconnaiss pas les désaccords nationaux, je ne méconnaiss pas nos divergences, mais comment peut-on, après les européennes, après les départementales, avec les premiers sondages que nous avons qui confirment l'ancrage du Front national, avec la confirmation dans un scrutin municipal partiel, après une annulation dans le Vaucluse, que quand le Front national gagne ça peut devenir durable. Comment pouvons-nous encore prétexter des divergences nationales pour, par la division de la gauche, ouvrir la voie au Front national, après les cantons, dans des régions entières. Je

le dis, le Parti socialiste ne l'acceptera pas. Sur la suite de notre travail, pour l'essentiel des listes qui ont été adoptées par les militants, elles ne posent pas de problème. Il y a quelques départements sur lesquels la commission électorale souhaite travailler et donc avoir un échange avec nos premiers secrétaires fédéraux, nos têtes de liste régionales, les camarades du département. Comme je ne souhaite pas donner à la tribune du Conseil national une liste de départements sur lesquels nous continuons à travailler puisque les problèmes sont très variés et qu'il n'y en a que quelques-uns, mais si je les indique ici ce sera immédiatement des papiers dans la presse régionale et il nous faut un peu de responsabilité. La proposition que je vous fais, c'est que le Conseil national donne mandat au bureau national du 29, pour ratifier les listes. Pour l'essentiel, elles ne posent pas de problème, nous les avons validées à l'occasion de la commission électorale. Nous continuons notre travail et nous le bouclons.

Avant de requérir votre accord sur cette proposition, je veux pour conclure vous dire un mot sur la fin de l'élection de nos premiers fédéraux. Il y avait deux fédérations où l'élection a suscité des débats en raison d'un résultat extrêmement serré. La fédération de la Gironde avec notre camarade Trijoulet, et la fédération de l'Indre-et-Loire avec notre camarade Francis Gérard. Dans ces deux fédérations, je vous propose que soient ratifiées, validées, après des débats de la commission du congrès que nous avons eue après la commission électorale, l'élection comme premier fédéral de notre camarade Trijoulet en Gironde et de notre camarade Gérard en Indre-et-Loire. Mes camarades, merci.





CLAUDE ROIRON

évident qu'aujourd'hui, nous sommes non seulement très loin du compte, mais que nous ne pouvons pas présenter ça à nos électeurs et à l'opinion publique. Je le dis très clairement : aujourd'hui, dans certaines régions, il n'y a aucune femme tête de liste départementale pour les élections régionales. Nous avons convenu, en commission électorale, avec Christophe Borgel, et tous ceux qui étaient présents tout à l'heure, qu'il ne pouvait y avoir aucune région qui ne comporte aucune femme tête de liste départementale. Dans certaines autres régions, sur 12 ou 13 départements, une femme tête de liste, deux femmes tête de liste. Je vais donner un contre-exemple, celui dont je viens de parler avec Carole Delga, qui est notre tête de liste pour la région Midi-Pyrénées/Languedoc-Roussillon, 13 départements, 6 femmes obligatoirement m'as-tu dit Carole, et peut-être même 7.

Voilà, la parité, c'est l'égalité. Et quand on est socialiste, on ne peut prôner une société plus égalitaire, une société plus juste et plus ouverte si on n'est pas nous-mêmes capables de faire respecter un des éléments fondamentaux de cette égalité. Pour qu'une société soit égale et juste, il faut qu'il y ait autant d'hommes que de femmes qui la représente.

Mes chers camarades, je vais faire extrêmement rapidement et enfoncer un clou que Christophe Borgel a déjà indiqué dans la composition et plus exactement dans la question de la parité pour les têtes de liste départementales aux élections régionales. Comme vous le savez, chers camarades, le Parti socialiste, depuis déjà je dirais presque deux décennies maintenant, a promu deux idées politiques simples : la question de la parité, la question de la limitation du cumul des mandats.

Sur la question de la parité, nous avons fait accomplir de grands progrès à la société française et aussi, je crois d'ailleurs à l'ensemble des partis politiques de notre pays. Néanmoins, aujourd'hui, pour la question des listes régionales, il faut le dire, mes chers camarades, nous sommes encore bien loin du compte, nous n'avons que deux femmes, à ce jour, qui sont candidates têtes de liste pour les élections régionales. Et si je regarde aujourd'hui la composition des listes, nécessairement paritaires, mais plus exactement des personnes qui dans les départements vont conduire la campagne des élections régionales, il est

Mes chers camarades, enfin, un dernier mot, car il ne suffit pas de se gloser de mots et de laisser toute la responsabilité au national, c'est une responsabilité qui concerne l'ensemble des militants socialistes quelles que soient les responsabilités qu'ils exercent dans leur fédération. Même si avec Christophe, dans les jours qui viennent, nous allons travailler avec les autres camarades à ce que l'on puisse améliorer cette situation, je compte sur l'engagement de toutes et de tous pour que dans les fédérations on puisse réellement trouver une solution. Merci.



BERTRAND VASNIER

réel problème sur la parité des têtes de liste, régionales nous le savions déjà, mais départementales de surcroît. C'est donc un travail qui est aujourd'hui devant nous et qui devra amener un rééquilibrage certain dans plusieurs régions.

Nous sommes, sur plusieurs points, arrivés à des avancées que nous saluons, et je tenais à le dire ici. Nous serons tout particulièrement vigilants, et ce pour rester fidèle à ce que disait notre premier secrétaire dans son intervention liminaire tout à l'heure, sur plusieurs déments, alors je ne les citerai pas tous pour ne pas rallonger les débats, mais je pense notamment à l'Ardèche, la Haute-Loire, la Gironde ou la Vienne, ou encore les Pyrénées atlantiques ou le Nouveau-Rhône.

C'est en tout cas dans cet état d'esprit constructif tout autant que vigilant que nous avancerons dans ces travaux. Et par rapport à la précision qu'apportait Christophe sur l'exigence d'unité avec les autres formations de gauche, nous aimerions dire ici aussi que l'unité malheureusement ne doit pas seulement se décréter pendant les échéances électorales, mais qu'elle doit aussi se construire. Et qu'elle doit se construire sur les prochains mois que nous avons jusqu'au mois de décembre, aux élections régionales, et que nous pensons que pour que l'unité se réalise, il faudra que des signes sérieux puissent être adressés à nos partenaires de gauche, et nous avons pour cela notamment les échéances budgétaires sur lesquelles nous serons particulièrement vigilants. Je vous remercie.

Mes chers camarades, comme c'est toujours un peu compliqué de débattre une fois que le vote est passé, je vous épargnerai d'être long et je serai assez rapide. Nous avons donc commencé ce matin le travail de la commission électorale sur les listes aux régionales. Et sans pour autant avoir eu la possibilité d'avancer sur l'ensemble des listes, je tenais à dire, au nom de mes camarades de la motion B, que nous avons travaillé sur la voie de ce que portait tout à l'heure Jean-Christophe Cambadélis lorsqu'il a rappelé que la majorité devait respecter les minorités et que c'était là la condition essentielle du rassemblement de tous les socialistes. C'est donc dans cet état d'esprit que nous avons commencé à travailler ce matin. Par rapport à ce que disait Claude tout à l'heure, nous avons constaté qu'il y avait un vrai sujet, et à vrai dire un





ALEXIS BACHELAY

rités, et évidemment réciproquement, nous appelons de nos vœux effectivement des gestes sur un certain nombre de demandes précises qui sont les nôtres, que nous ne détaillerons pas ici parce que comme l'a dit Christophe Borgel, l'objectif n'est pas d'avoir aujourd'hui l'explication définitive de nos échanges mais bien de construire l'étape suivante. L'étape suivante, c'est évidemment de trouver dans les quelques fédérations, et en ce qui nous concerne, il y en a très peu, les points d'accord qui nous permettront de produire au Bureau national le rassemblement attendu et espéré par chacun.

À partir de là, je tiens également à saluer l'intervention de Claude Roiron que nous avons appuyé ainsi que celle de Carlos Da Silva pour obtenir dans toutes les régions un certain nombre de têtes de liste départementales pour des femmes. Je crois que c'est aujourd'hui en matière de renouvellement et de crédibilité de notre parti un élément incontournable, y compris pour permettre le rassemblement. Et je le dis, nous sommes, nous, à La Fabrique, porteurs de cette volonté d'accompagner le renouvellement à travers le respect de la parité. Ce sera, vous en conviendrez, de toute façon une parité insatisfaisante parce que la réelle mise en œuvre de la parité impliquerait la parité sur les têtes de liste régionales, et à l'intérieur de chaque région la parité sur les têtes de liste départementales. Quoi que nous fassions comme efforts nous en serons loin à l'issue de ce travail d'élaboration des listes et nous ne pouvons que le regretter collectivement. Ceci étant dit, nous avons une étape où nous pouvons progresser collectivement et c'est ce que je vous invite à faire prochainement tous ensemble.

Merci.

Mes chers camarades, à ce stade de nos échanges, je serai extrêmement bref.

Je rappellerai, dans la continuité de ce qui a été dit par Christophe Borgel, combien ces élections régionales sont un scrutin redoutable pour notre parti. Redoutable d'abord par rapport nous sommes sortant dans la plupart des régions, redoutable parce que, Christophe Borgel l'a rappelé, les risques de divisions à gauche sont aujourd'hui extrêmement forts, et les risques que nous nous trouvions en situation d'affronter plusieurs listes à notre gauche sont maximum dans la plupart des régions. Et enfin, tout cela se déroule dans un contexte de progression régulière et forte du Front national. Autrement dit, le seul impératif qui doit nous guider à ce stade de la préparation des élections régionales, c'est le rassemblement des socialistes.

En ce qui nous concerne, nous avons fait, à la majorité, et il faut saluer les propos de notre premier secrétaire qui a appelé la majorité au respect des mino-



ISABELLE THIS-SAINT-JEAN

La deuxième raison de cet impératif de victoire, c'est vis-à-vis de la gauche et vis-à-vis du Parti socialiste. Il y a dans cette élection des régionales un moment charnière pour notre parti. Ce sont les dernières élections avant les élections présidentielles. Ce sont les élections du bilan du quinquennat. Et si nous ne réussissons pas à casser la spirale des défaites successives que nous avons subies, nous ne serons pas en condition de mener la bataille de 2017. Nous avons aujourd'hui un Parti socialiste en ordre de marche, mais d'autres conditions doivent être réunies, à savoir que nous cessions les divisions internes. Et je dois dire que je ressors un peu préoccupée de la journée que nous avons vécue aujourd'hui. Nous devons nous rassembler pour parler à nos concitoyens. Nos concitoyens n'ont plus confiance en nous, nous sommes dans une crise démocratique majeure. Ils n'ont plus confiance en nous car ils ont le sentiment que nous n'avons pas pris sur le réel et sur leur vie quotidienne, ils n'ont plus confiance en nous parce qu'ils ont le sentiment que nous sommes là non pas par sens des responsabilités, mais que nous sommes là que parce que nous sommes dans des histoires internes du Parti socialiste. Ils n'en peuvent plus de ça, ils ont besoin de sentir que nous sommes à leurs côtés pour les aider, et ça, ça passe par le fait qu'on arrête les divisions internes. Donc, même si on n'est pas d'accord sur tout, on arrête les divisions internes et on s'adresse à nos concitoyens pour leur montrer que, oui, il y a un espoir et que, oui, la gauche et le Parti socialiste peut être la condition de cet espoir.

Merci beaucoup.

Chers camarades, ça a été dit par Guillaume, ça a été dit par Jean-Christophe, on est dans un moment dont il faut qu'on prenne à chaque instant la pleine mesure de gravité historique, non seulement de notre parti mais de notre pays et peut-être même, j'ose le terme, de l'humanité.

Face à ça, la bataille des régionales peut apparaître comme un moment un peu anecdotique. Or je crois qu'il n'en est absolument rien. Nous avons une obligation de réussir cette bataille pour au moins deux raisons.

La première raison, c'est vis-à-vis de nos concitoyens. Les régions sont devenues aujourd'hui un acteur majeur à la fois de la modification de la vie quotidienne et de l'amélioration de la vie quotidienne de nos concitoyens, mais aussi un acteur majeur de la construction de l'avenir, non seulement des régions mais de notre pays. Et je crois qu'on peut en plus s'en féliciter et s'enorgueillir dans la mesure où nous avons été, le Parti socialiste, des acteurs de cette responsabilité donnée aux régions.



CARLOS DA SILVA

à cette tribune, à savoir à combien de centimètres ou à combien de mètres nous évaluons la bonne distance du gouvernement, je le dis mes chers camarades, si le débat que nous allons mener entre nous dans les semaines et les mois qui viennent portera sur la bonne distance qu'il convient d'avoir avec le gouvernement, ça n'est même pas la peine de chercher à se présenter à ces élections régionales car nous perdrons.

Le seul travail que nous devons faire, c'est de réinventer la gauche de demain. Et je suis membre d'une motion qui portait cette belle idée, qui porte cette belle idée du dépassement du Parti socialiste. Et moi je le dis, le dépassement du Parti socialiste, il ne peut se faire qu'en rassemblant le camp de tous les progressistes.

Et j'aurais aimé ne pas le dire à cette tribune, mais après Claude Roiron, après Alexis Bachelay, il est inadmissible que sur les têtes de liste départementales nous n'ayons pas strictement la parité. Et c'est pour cela que je rappelle le mandat que nous avons donné au bureau national, c'est de valider des listes d'hommes et de femmes séparées et de demander aux fédérations et aux têtes de liste régionales de parvenir à la parité sur tous les départements de France pour ces élections régionales.

Enfin, le dépassement, le progressisme, il va falloir l'inventer. L'inventer car si nous ne sommes pas capables d'incarner sur ce sujet de la parité, sur le sujet de la place des femmes en politique et plus largement dans la société, si nous ne sommes pas capables de prendre et d'embrasser tous les progressismes, eh bien nous serons balayés par cette vague de conservatisme, de repli sur soi qui vient et qui est organisé et par Marine Le Pen et par Nicolas Sarkozy. C'est cela le sens que nous devons donner aux élections régionales, c'est cela le sens du combat politique qui vient et cela pour quoi nous devons nous armer.

Première journée de réflexion de ce parti sur l'islam, remise en cause du droit du sol et promotion du droit du sang, blague vaseuse et raciste sur les migrants comparés à une fuite d'eau, voilà en un mois le bilan du travail des Républicains.

Nicolas Sarkozy et ses amis sont en train de choisir leur terrain d'affrontement, c'est celui de l'identité culturelle. Voilà où ils veulent nous emmener. Et de ce point de vue, ils entrent en concurrence avec celle qui est en train de terminer, sous couvert de régler ses affaires familiales, de terminer de ravalier la devanture, de parler du Front national.

Mes chers amis, ces élections régionales, elles ne seraient s'abstraire de ce contexte. Et au fond, la façon dont nous allons les aborder, elles diront beaucoup de la capacité que nous avons ou pas à nous projeter dans l'élection présidentielle et les élections législatives. Et moi, j'ai une conviction, c'est d'abord que nous devons porter la République, toute la République, car nous serons les seuls à le faire.

Nous devons également, et ça a été dit par plusieurs d'entre nous à cette tribune, il y a encore quelques minutes par Isabelle This-Saint-Jean, changer de comportement. Car si nous gardons le comportement, y compris que nous avons aujourd'hui entendu

COMPOSITION DU SECRÉTARIAT NATIONAL

CONSEILLERS AUPRÈS DU PREMIER SECRÉTAIRE, ET MEMBRES DE DROIT DU BUREAU NATIONAL

Jean GROSSET : Social
Gilles PARGNEAUX : Politique
François DAGNAUD : Ville
Patrice BERGOUNOUX : Sécurité
Patrick BLOCHE : Médias
Christophe BOUILLON : Développement durable et COP 21
Nicolas CADENE : Veille sur les droites

PRÉSIDENT DE LA FNSR

Pierre COHEN

DIRECTEURS DES ÉTUDES

Alain BERGOUNIOUX : Directeur des études politiques
Henri WEBER : Directeur des études européennes

PORTE-PAROLE

Juliette MÉADEL, Olivier FAURE, Corinne NARASSIGUIN

SECRÉTAIRE NATIONAL CHARGÉ DE L'ANIMATION, DE L'EXPRESSION ET DE LA COORDINATION DES PÔLES

Guillaume BACHELAY

SECRÉTAIRES NATIONAUX AUPRÈS DU PREMIER SECRÉTAIRE

François LAMY : chargé des relations extérieures
Julien DRAY : chargé de l'alliance populaire
Nicolas BAYS : chargé du renouveau de la vie militante
Ericka BAREIGTS : chargée des Outre-mer

SECRÉTAIRE NATIONAL CHARGÉ DE LA COORDINATION ET DES QUESTIONS D'ORGANISATION

Rachid TEMAL

SECRÉTAIRE NATIONALE CHARGÉE DES DROITS DES FEMMES

Claude ROIRON

SECRÉTAIRE NATIONAL CHARGÉ DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

Luc CARVOUNAS

SECRÉTAIRE NATIONALE CHARGÉE DU PÔLE « JUSTICE SOCIALE ET COHÉSION TERRITORIALE »

Estelle GRELIER

Secrétaires nationaux :

André VIOLA : Égalité territoriale
Kamel CHIBLI : handicap, lutte contre l'exclusion
Samia GHALI : Logement, villes et quartiers populaires
Marc MANCEL : Santé, protection sociale, famille
Germinal PEIRO : Agriculture
Dominique POTIER : Ruralité
Christine PIRES BEAUNE : Décentralisation, modernisation de l'État

Secrétaires nationaux adjoints :

Luc BROUSSY : Personnes âgées auprès de Marc MANCEL
Marie COLOU : Politique de la ville auprès de Samia GHALI
Bernadette LACLAIS : erritoires – montagne auprès de Dominique POTIER
Françoise MENARD : Santé au travail auprès de Marc MANCEL
Stéphane TROUSSEL : Logement
Sarah VIDAL : Petite enfance auprès de Marc MANCEL

SECRÉTAIRE NATIONAL CHARGÉ DU PÔLE « MONDIALISATION, RÉGULATION, COOPÉRATION »

Jean-Marc GERMAIN

Secrétaires nationaux :

Philip CORDERY : Europe
Maurice BRAUD : International, immigration et co-développement
Gilles PARGNEAUX : Nord/Sud
Marie RECALDE : Défense
Rita MAALOUF : Humanitaire et aux droits de l'homme
Seybah DAGOMA : Suivi des négociations transatlantiques et du commerce international

Secrétaires nationaux adjoints :

Hélène CONWAY-MOURET : International auprès de Maurice BRAUD
Marie-Rose KORO : Francophonie auprès de Maurice BRAUD

SECRÉTAIRE NATIONAL CHARGÉ DU PÔLE « PRÉPARATION DE L'AVENIR »

Laurent DUTHEIL

Secrétaires nationaux :

Colombe BROSSEL : Education
David ASSOULINE : Culture et audiovisuel
Sabine BUIS : Transition énergétique et écologique, biodiversité
Isabelle THIS-SAINT-JEAN : Enseignement supérieur et recherche
Emmanuelle DE GENTILI : Croissance bleue
Florence AUGIER : Vie associative
Marion CANALES: Apprentissage et formation professionnelle

Secrétaires nationaux adjoints :

Brigitte BOURGUIGNON : Sport
Yannick TRIGANCE : Education, lycées professionnels
Nicolas SFEZ : Institutions
Sandrine DOUCET: Universités auprès d'Isabelle This-Saint-Jean

SECRÉTAIRE NATIONAL CHARGÉ DU PÔLE « PRODUCTION ET DE RÉPARTITION DES RICHESSES »

Fabien VERDIER

Secrétaires nationaux :

Gabrielle SIRY : Économie
Laurent GRANDGUILLAUME : Politique industrielle et entreprises
Pierre-Alain WEILL : Innovation
Pascale GERARD : Travail, emploi, formation professionnelle
Olivia POLSKI : Commerce et artisanat
Sylviane BULTEAU : Tourisme
Frédérique ESPAGNAC : Économie sociale et solidaire
Sophie ERRANTE : TPE/PME

Secrétaires nationaux adjoints:

Sylvie ROBERT : Dialogue social auprès de Pascale GERARD
Luc BELOT : Numérique
Joël CARREIRAS : Transports
Karim BOUAMRANE : Professions libérales

SECRÉTAIRE NATIONALE CHARGÉE DU PÔLE « RÉPUBLIQUE, CITOYENNETÉ »

Marie-Pierre DE LA GONTRIE

Secrétaires nationaux :

Nawel OUMER : Justice, Liberté et Sécurité publique
Elsa DI MEO : Promotion et action républicaine
Nathalie MALMBERG : Fonction publique

Secrétaires nationaux adjoints :

Valérie CORRE : Relation avec les mouvements citoyens

SECRÉTAIRE NATIONAL CHARGÉ DU PÔLE « ANIMATION, ÉLECTIONS ET VIE DU PARTI »

Christophe BORGEL

Secrétaires nationaux :

Carlos DA SILVA : Développement des fédérations et adhésions
Emeric BREHIER : Animation des fédérations, Université d'Eté
Razzy HAMMADI : Communication et réseaux sociaux
Sarah PROUST : Formation
Christine REVAULT D'ALLONNES : Suivi de l'opinion
Sandrine MAZETIER : Forums thématiques
Eduardo RIHAN-CYPEL : Arguments et riposte

Secrétaires nationaux adjoints :

Pierre JOUVET : Fédérations
Laurent CERVONI : Réseaux sociaux et stratégie numérique, auprès de Razzy Hammadi
Frédérique MASSON : Élections auprès de Christophe Borgel
Christian ASSAF : Élections auprès de Christophe Borgel

TRÉSORIER

Jean-François DEBAT

COMPOSITION DU BUREAU NATIONAL

Collège des motions

Pouria Amirshahi
Kader Arif
Christian Assaf
Martine Aubry
Guillaume Bachelay
Alexis Bachelay
Guillaume Balas
Laurent Baumel
Karine Berger
Dominique Bertinotti
Marie Bidaud
Christophe Borgel
Malek Boutih
Emeric Brehier
Nicolas Brien
Christophe Caresche
Fanelie Carrey-Comte
Luc Carvounas
Francis Chouat
Gérard Collomb
Frédéric Cuvillier
Marie-Pierre e La Gontrie
Laurianne Deniaud
Elsa Di Meo
Julien Dray
Sophie Errante
Frédérique Espagnac
Gérard Filoche
Afaf Gabelotaud
Yann Galut
Guillaume Garot
Jean-Marc Germain
Estelle Grelier
Jérôme Guedj
Annie Guillemot
Benoît Hamon
Chaynesse Khirouni
François Lamy
Marie-Noëlle Lienemann
Makhlouf Nora
Emmanuel Maurel
Juliette Méadel
Corinne Narassiguin
Christian Paul
Christine Revault D'allonnes
Claude Roiron
Johanna Rolland
Elodie Schwander
Isabelle Thomas
Sylvine Thomassin
Daniel Vaillant
Frédéric Vigouroux
Geneviève Wortham
Fatima Yadani

Au titre des fédérations

Hussein Bourgi
Stephane Cahen
Yann Capet
Philippe Casier
Jean-David Ciot
Carlos Da Silva
Emmanuelle De Gentili
Emmanuel Gregoire
Philippe Guglielmi
Régis Juanico
Laurent Lafaye
Christophe Le Foll
Nathalie Nieson
Valérie Rabault
Pernelle Richardot
Rachid Temal
Jean François Thomas
Sebastien Vincini

Membres de droit

Jean-Marc Ayrault
Claude Bartolone
Pervenche Berès
Jean-Louis Bianco
Pierre Cohen
Olivier Dussopt
Didier Guillaume
Anne Hidalgo
Stéphane Le Foll
Jean-Marie Le Guen
Bruno Le Roux
André Viola

BULLETIN D'INSCRIPTION UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE LA ROCHELLE 28 | 29 | 30 AOÛT 2015



Espace Encan – Quai Louis-Prunier

Ouverture de l'accueil aux participants vendredi 28 août à 11 h

☐ Tarif participant : 50€ (hors repas, transport et hébergement)

• Deux repas sont proposés (sous réserve de disponibilité) :

☐ Samedi midi - buffet : 8€

☐ Samedi soir (dîner assis et soirée festive) : 18€

☐ Samedi midi et samedi soir : 25€

Total : €

Nom

Prénom

Adresse

Code postal Ville

Adresse mail

Tél./Portable

Fédération

Vous êtes ☐ Sympathisant-e ☐ Adhérent-e ☐ Secrétaire de section

☐ Premier-e secrétaire fédéral-e ☐ Secrétaire national-e

☐ J'accepte les conditions générales de vente (disponibles sur le site internet www.parti-socialiste.fr)

Bulletin d'inscription à retourner avant le 15 août 2015 accompagné du règlement par chèque à l'ordre du Parti socialiste, au secteur « Fédérations / UE 2015 » 10, rue de Solferino - 75333 Paris cedex 07

Pour tout renseignement, contactez le secteur Fédérations au 01 45 56 77 00

L'inscription est aussi possible en ligne : parti-socialiste.fr